L'EUROPE EN CRISE

VUE PAR LES MÉDIAS CITOYENS

UNE PRODUCTION GLOBAL VOICES (2011-2012)

BANKING CZECH SPENDING CRISIS DENMARK LUXEMBOURG AUSTERITY GREECE POLAND AUSTRIA ROMANIA PORTUGAL RATE ITALY NETHERLANDS SPAIN FINLAND BOND CURRENCY EUROPE MALTA UK CREDIT JUNK CREDIT GERMANY BULGARIA SLOVAKIA FRANCE DEFLATION MONEY DEBT LATVIA BELGIUM LITHUANIA SLOVENIA CAPITAL ESTONIA CASH SWEDEN CYPRUS LOAN INFLATION IRELAND HUNGARY



GlobalVoices BOOKS
Sharing citizen media for the future

L'Europe en crise
Vue par les média citoyens
Une production Global Voices (2011-2012)

Première édition : avril 2013
Direction éditoriale : Claire Ulrich et Bernardo Parrella
E-book réalisé et publié par Global Voices Books
Produit par Mohamed Adel Hassan

L'Europe en crise

Vue par les médias citoyens
Une production Global Voices (2011-2012)



Table des matières

Introduction

Depuis décembre 2007, la récession affecte l'économie mondiale ainsi que les structures politiques et sociales nationales. Cette crise économique s'est brutalement accentuée en septembre 2008, notamment sur le marché américain, où persistent un chômage élevé, une faible confiance des consommateurs, un déclin continu de la valeur de l'immobilier, la montée des saisies et des faillites personnelles, l'escalade de la crise de la dette fédérale, l'inflation et la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires. Entre autres, une étude publiée par Bloomberg en 2009 a établi que la valeur des multinationales avait fondu de 4,5 milliers de milliards de dollars (ou 33 pour cent) depuis le début de cette crise.

Sans surprise, cette récession a contaminé la plupart des pays européens, confirmant que la crise financière mondiale représente une grave menace pour la stabilité internationale. Jusqu'en septembre 2008, les mesures de politiques économiques européennes étaient réservées à un nombre restreint de pays (Grèce, Espagne et Italie), tandis que la Commission Européenne proposait un plan de relance de 200 milliards d'euros à mettre en œuvre au niveau européen par les pays membres. Les pays du G-20 se sont réunis en sommet en novembre 2008 à Washington pour riposter à la crise économique. Un nouveau sommet du G-20 a suivi à Londres en avril 2009. Malgré différentes mesures d'intervention appliquées en octobre 2011 et février 2012, plusieurs pays de l'UE sont restés incapables de refinancer leur dette souveraine sans l'assistance de tierces parties.

Récemment, l'Europe est entrée dans une phase de croissance molle tout en tentant des ajustements pour échapper à ce qu'elle considère comme une dette insoutenable. Pour soutenir la transition tout en maintenant l'unité de la zone euro, les dirigeants de l'UE ont élaboré un plan à trois étages de sauvetage de la Grèce, le pays dont la situation est la plus désespérée, joint à la recapitalisation des banques et à la création d'un Mécanisme de stabilisation pour les pays en difficulté. Mais le tableau s'est assombri à cet égard pour les 17 pays de la zone euro. Aujourd'hui, la stabilité même de la monnaie européenne est menacée et l'agitation monte dans toute l'Europe et en particulier dans les rues des villes grecques et espagnoles.

Tandis que la presse, les hommes politiques et les experts proposent les opinions les plus diverses et se démènent à la recherche de solutions, les simples citoyens des pays qui signent les accords de sauvetage donnent libre cours à leur exaspération. Les nombreuses manifestations à travers l'Europe en 2011 et 2012 ont témoigné du mécontentement général contre la gestion de cette crise économique. Avec la généralisation de l'accès à Internet, les plates formes de médias sociaux et de médias citoyens deviennent la scène centrale où essayer de comprendre l'avenir qui attend la Zone Euro.

En particulier, depuis l'apparition du mouvement des *acampadas* et *indignados* en Espagne et Grèce en mai 2011, le récit électronique a conquis toujours plus un territoire nouveau pour les individus qui ressentent le besoin de ne plus taire ce qu'ils vivent au jour le jour dans une Europe soumise à la crise économique.

Le dossier spécial de Global Voices Online sur l'Europe en crise a débuté au printemps 2011 et souhaite traiter la crise en Europe à travers les voix des citoyens ordinaires qui subissent actuellement les conséquences politiques et économiques de la dette souveraine et des mesures d'austérité. Il y est question de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, et d'autres pays européens frappés par la crise bancaire ou la crise de l'euro. Jusqu'en juillet 2012, notre équipe de 80 auteurs bénévoles a produit plus de 80 billets en anglais, traduits pour la plupart en plusieurs langues. Ce livre électronique n'en propose qu'une petite sélection, pour en élargir la diffusion et le débat sur ce sujet d'actualité.

Tandis que de leur côté, les médias traditionnels ont souvent mis l'accent sur les faiblesses de l'UE ou les pouvoirs en place, nos articles cherchent à favoriser la solidarité et la compréhension entre nations européennes. Notre but est de refléter tout le spectre des réflexions et débats provoqués par les plans de sauvetage européens, de mettre en lumière idées neuves et solutions alternatives. Par la traduction et un travail d'équipe international, la sélection et la compilation de ces articles publiés sur Global Voices se veulent un accélérateur d'échanges entre les citoyens, les acteurs des médias internationaux, les militants, les chercheurs et les jeunes des pays subissant la crise économique aujourd'hui et demain. Sans oublier son impact sur d'autres régions du monde, dont plusieurs pays d'Afrique.

L'approche est celle des médias citoyens, elle illustre comment les individus ont dépassé leur utilisation de ces médias comme amplificateur en ligne de leurs réflexions personnelles, et se trouvent naturellement impliqués dans un processus pionnier d'innovation collective. Les outils en ligne et ceux du téléphone mobile ont aussi donné un nouvel élan à la réutilisation civique de l'information – quel que soit l'âge des citoyens – et aux laboratoires expérimentaux de démocratie autogérée.

Pour élargir le lectorat de ces témoignages et créer une sorte de mémoire historique, ce premier livre électronique de Global Voices, *L'Europe en crise*, rassemble le meilleur d'une abondance de discussions, d'initiatives et de participations populaires nées de l'énergie des citoyens qui traversent ces temps difficiles d'austérité sur le vieux continent et au-delà. Quel sera leur devenir ?

L'équipe éditoriale de " Europe en crise "



Ce que nous faisons : Global Voices Online est une organisation à but non lucratif et un réseau de plus de 800 blogueurs et traducteurs du monde entier qui suivent l'utilisation d'Internet et des médias sociaux pour faire entendre la voix des citoyens. Les auteurs et traducteurs, tous bénévoles, collaborent pour donner plus d'audience à ces échanges en ligne, relier les diverses communautés de blogueurs par-delà les frontières des langues et des cultures. Global Voices reçoit plus de 500.000 visiteurs chaque mois sur ses sites web, en plus de 30 langues (voir la page sur la communauté des traducteurs Lingua).

Notre réseau est né durant une conférence à l'Université de Harvard au début de l'année 2005, nous sommes financés par des bourses, des sponsors, des partenariats et des dons. Notre équipe internationale de rédacteurs bénévoles et de responsables éditoriaux employés à mi-temps sont tous des blogueurs actifs dans la blogosphère qu'ils couvrent pour Global Voices et s'efforcent de pallier à quelques-unes des disparités constatées dans la couverture des médias traditionnels en s'appuyant sur le pouvoir des médias citoyens. Nous croyons à la liberté d'expression, et qu'il est possible de combler des fossés entre les individus, les cultures et les langues.

Initialement centrée principalement sur les pays et sujets non-occidentaux, la couverture de notre site s'intéresse aussi depuis plus récemment à une série de pays européens. Les citations de nos articles, construits à partir des blogs et des réseaux sociaux et publiés pour la plupart d'abord en anglais, s'appuient sur la langue du pays dont ils traitent, avant d'être traduits par des bénévoles en de nombreuses autres langues : français, espagnol, portugais, grec, italien, catalan, et bien d'autres encore.

Pour des informations et dernières nouvelles sur l'Europe en crise, reportez-vous à notre dossier spécial, suivez-nous sur Twitter @GVEuropeCrisis et / ou souscrivez à notre fil RSS.

Pour faire des commentaires, suggestions et pour trouver d'autres ressources, visitez notre page spéciale sur le site de Global Voices Books.

Voici une liste des auteurs et traducteurs qui ont contribué aux articles publiés dans cet e-book. Pour une liste plus exhaustive des collaborateurs de Global Voices qui ont participé à divers titres à notre couverture européenne de la crise, consultez notre dossier L'Europe en crise.

Adriana Gutiérrez, Agnieszka Malinowska, Alba Galvez, Aleksandra Kling, Alena Lakova, Alexia Kalaitzi, Ana Vasquez, Anne Lozac'h, Antonella Grati, Ardjana Vogli, Ariane Defreine, Asteris Masouras, Avylavitra, Azucena Ramos, Blanca Barredo, Bijoy, Candy, Chris Moya, Claire Ulrich, Cristy Gomez, Davido, Dijana Djurickovic, Dorota Goczal, Evan Fleischer, FTSK, Gabriela Garcia Calderon Orbe, Gabriella Lillsunde, Giulia Jannelli, Haytham Abo Domaideh, Hsu-Lei Lee, Iryna Natalushko, Kaori Nagatomo, Katrin Zinoun, Katya Churkina, Kristina G. Ilieva, Janet Gunter, Leila Nachawati Rego, Leonard Chien, Louise Ohlsén, Lova Rakotomalala, Luca Di, Maio, maj_da_, Maja Veldt-Poklepovic, Manuela Visintin, Marie-Laure Le Guen, Maria Lelyuk, Maria Sidiropoulou, Marianna Breytman, Mariateresa Varbaro, Mario Sorgalla, Melina Helm, Michelle Winther, Monika Lewandowska, Natalya Renegar, Neus Adrian Pons, Nicole Schaupke, Nirinandrea, Noële Belluard Blondel, Pantha, Paola D'Orazio, Paula Góes, Percy Balemans, Rayna St, Reza Nahaboo, Samantha Deman, Sanne Greve, Sara Moreira, Sara Sg, Stanislas Jourdan, Stratos Moraitis, Susanna Valle, Suzanne Lehn, Tina Campling, Veroniki Krikoni, Vivienne Griffiths, Yasuyuki Hoshiba, Yhlin, Ylenia Gostoli, Victoria K.Kitanovska, Rania_k.

La blogosphère africaine commente la crise financière grecque et le rôle du F.M.I.

Les difficultés auxquelles est confrontée l'économie grecque, et l'intervention subséquente du Fonds Monétaire International (FMI) pour prévenir une contagion de la déroute sonnent familières aux oreilles de nombreux blogueurs africains.... Écrit en anglais par Lova Rakotomalala, traduit par Suzanne Lehn (16/05/2010).

Les difficultés auxquelles est confrontée l'économie grecque, et l'intervention subséquente du Fonds Monétaire International (FMI) pour prévenir une contagion de la déroute sonnent familièrement aux oreilles de nombreux blogueurs africains. Lors de précédentes crises, le FMI a été amené à proposer des ajustements structurels à des économies africaines en peine, avec des fortunes diverses.
Les réactions des blogueurs africains vont des récits édifiants d'expériences passées aux leçons à retenir pour leurs propres pays.

Le petit nègre remarque que l'Europe a répugné à demander l'intervention du FMI pendant la crise grecque. Et de se demander pourquoi appeler le FMI à l'aide a été une décision aussi difficile à prendre pour un pays européen alors que c'était monnaie courante il n'y a pas si longtemps encore en Afrique. Voici pourquoi, à son avis, les pays européens s'inquiètent des prescriptions du FMI pour la Grèce :

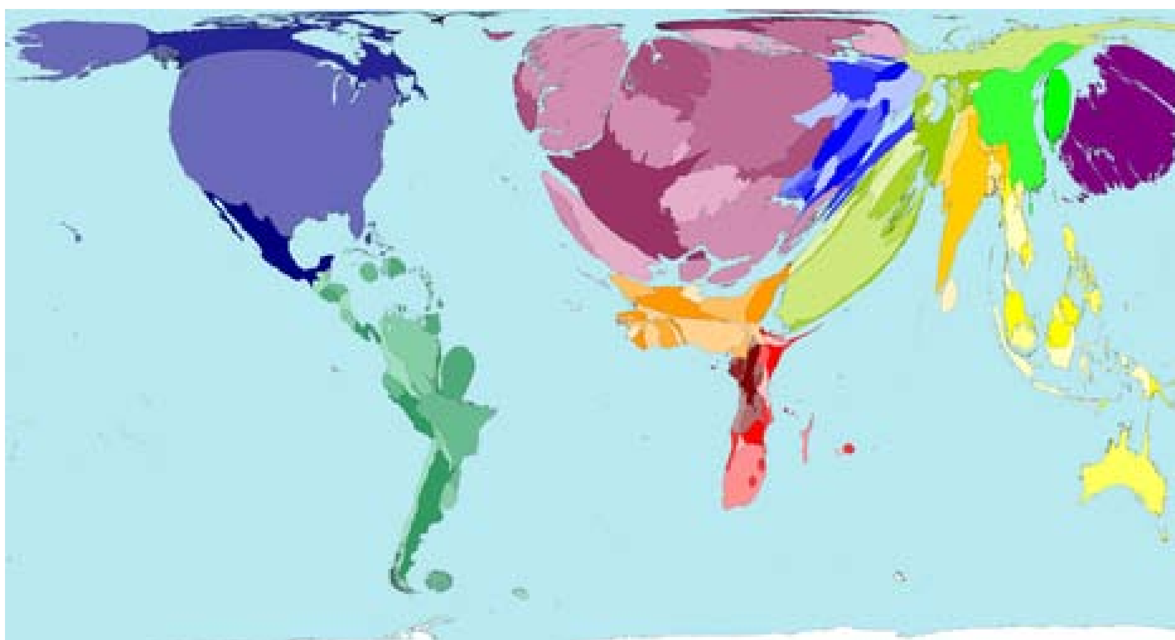
> Le twist dans le cas grec et que, comme on ne peux pas dévaluer l'Euro comme on a jadis dévalué le Franc CFA, les dirigeants européens se retrouvent contraints et forcés d'aider d'une manière ou d'une autre la Grèce.

De même, Lambert Mbela estime que, vu le niveau des déficits budgétaires dans de nombreux pays européens, et pas seulement en Grèce, une dévaluation substantielle devrait être envisagée pour l'euro :

> Admettons quand même que les situations sont similaires : déficit budgétaire, endettement public, taux de chômage élevé, balance commerciale déficitaire, mauvaise gestion des finances publiques, avec comme cerise sur le gâteau, fricotage des données publiques !!!
> Sérieux, si c'avait été le Mexique, l'Argentine ou le Burkina-Faso qui présentait de tels manquements, Monseigneur FMI préconiserait déjà une dévaluation « compétitive » et des programmes d'ajustement structurel afin de rétablir les finances publiques.

Éric Toussaint explique que la panoplie apparemment diversifiée selon les régions des interventions du FMI pourrait résulter directement du fait que les pays du Sud n'ont guère leur mot à dire dans le processus de décision de l'institution :

> l'Afrique subsaharienne occupe une place égale à la France alors qu'elle compte 10 fois plus d'habitants. L'Afrique au Sud du Sahara ne dispose que de deux membres au sein du Conseil d'administration du FMI et ces deux membres doivent exprimer le point de vue de 48 pays [..] Vous imaginez la difficulté des 48 pays africains à se faire entendre si seuls 2 administrateurs les représentent.



Carte des droits de vote par territoire au FMI en août 2006 par World Mapper, licence CC

Musengeshi Katata sur Forum Realisance examine plus à fond les raisons pour lesquelles la crise grecque est restée si longtemps inaperçue.

Bien que le FMI ait publié récemment un rapport optimiste sur l'état de l'Afrique sub-saharienne, le scepticisme reste grand, car l'accent y est mis sur la croissance économique, laissant dans l'ombre de nombreux problèmes.

En conclusion, Paul Bara d'AfriqueRedaction est pessimiste quant à une solution durable à la crise mondiale :

> Notre modèle de croissance basé, sur la séquence : crédit - consommation - dette, est obsolète. En second lieu parce que les systèmes politiques et les gouvernements semblent incapables de jeter les bases d'un nouveau modèle de développement [..] Un Krach parait donc inévitable en 2010 puisque comme l'explique Kenneth Rogoff, la défaillance d'un état (ou de plusieurs) paraît inévitable : se posera alors de manière aiguë le problème d'un modèle de croissance totalement inadapté (crise systémique).

Portugal : La mobilisation de la génération “ stupide mais qui s’en sort ”

Les hostilités ont commencé : aujourd’hui La génération qui s’en sort descend dans les rues du Portugal et d’ailleurs pour protester contre le fait que 23% des jeunes sont au chômage et que des centaines de milliers sont sous-employés ou en situation précaire. Avec un hymne qui lui est consacré et un anticonformisme affiché, est-ce une génération stupide ?
Écrit en portugais par Ana Vasquez, traduit par Noele Belluard-Blondel (14/03/2011).

Les hostilités ont commencé. Le 12 mars, dans de nombreuses villes du pays et aussi à travers toute l’Union européenne, la jeunesse portugaise est descendue dans la rue. Selon les organisateurs, la manifestation Geração à Rasca [La génération qui s’en sort] est une “ manifestation non partisane, laïque et pacifique visant à renforcer la démocratie participative dans le pays ”. Elle est née d’un événement spontané sur Facebook et en moins d’un mois a réuni plus de 50 000 [à présent : 64 639] personnes souhaitant y participer :

> Nós, desempregados, “ quinhentoseuristas ” e outros mal remunerados, escravos disfarçados, subcontratados, contratados a prazo, falsos trabalhadores independentes, trabalhadores intermitentes, estagiários, bolseiros, trabalhadores-estudantes, estudantes, mães, pais e filhos de Portugal.
> Protestamos :
> - Pelo direito ao emprego ! Pelo direito à educação !
> - Pela… melhoria das condições de trabalho e o fim da precariedade !
> - Pelo reconhecimento das qualificações, competência e experiência, espelhado em salários e contratos dignos !

Nous, les chômeurs, ceux qui gagnent “ 500 euros ” par mois et tous les autres à savoir, les bas salaires, les esclaves déguisés, ceux travaillant pour la sous-traitance, les intérimaires, les faux “ travailleurs indépendants ” [engagés comme tels par les employeurs pour éviter de payer les cotisations sociales], les intermittents, les stagiaires, les boursiers, les travailleurs étudiants, les mères, pères et enfants du Portugal, nous manifestons :
- pour le droit à l’emploi ! Pour le droit à l’éducation !
- pour l’amélioration des conditions de travail et pour la fin de la précarité !
- pour une reconnaissance de nos diplômes, de nos compétences et de nos expériences se traduisant par des salaires et des contrats dignes !

Le sous-emploi en toile de fond

En décembre dernier, un journaliste de la radio d’information TSF a repris une série de données de l’Institut national des Statistiques indiquant que “ plus de 300 000 jeunes ne travaillaient pas ”. Sur le site internet de celle-ci, ce même journaliste a déclaré le 24 février que “ 23% des jeunes était au chômage, 720 000 d’entre eux travaillaient en CDD et qu’une hausse de 14% des reçus verts [travailleurs affiliés au régime des auto-entrepreneurs] avait été enregistrée ces trois derniers mois. ”

Sur le blog Epígrafe (Epigraphe), Ricardo Salabert, du *mouvement FERVE* (BOIL, un acronyme pour “ Marre de ces reçus verts ”), explique le lien existant avec le marché du travail :

> Os recibos verdes são um modelo de facturação aplicável aos trabalhadores independentes, i.e., às pessoas que prestam serviços ocasionais para entidades várias (empresas ou particulares). São exemplo disso os médicos, os arquitectos (entre outros) que podem passar recibos verdes aos seus clientes, não tendo de se estabelecer como empresa.

> *Les Reçus verts* sont un modèle de facture dont se servent les auto-entrepreneurs c’est-à-dire les personnes qui fournissent des services occasionnels aux entreprises ou aux personnes. Par exemple, les médecins, les architectes (entre autres) peuvent les utiliser pour facturer leurs clients sans avoir à créer une entreprise.

C’est ainsi que s’accroît la part des travailleurs qui n’ont ni protection sociale (en cas de maladie, grossesse, décès d’un de leurs proches), ni congés et ne bénéficient d’aucune aide. Ces travailleurs peuvent être licenciés à tout moment par l’employeur et en toute légalité car ils n’ont aucun lien juridique avec l’entreprise. Des dizaines de milliers de Portugais, toutes générations confondues, ont ce statut de “ faux reçus verts ” et fournissent des services aux entreprises au même titre que ceux ayant un contrat de travail au sens du Code du Travail (article 12), ce qui de fait les maintient dans ce statut de “ précaires ”.

Lorsque la musique soutient l’action

Certains l’appellent la Génération des Ni-Ni comme l’explique Rui Rocha sur le blog Delito de Opinião (Délit d’ Opinion) :

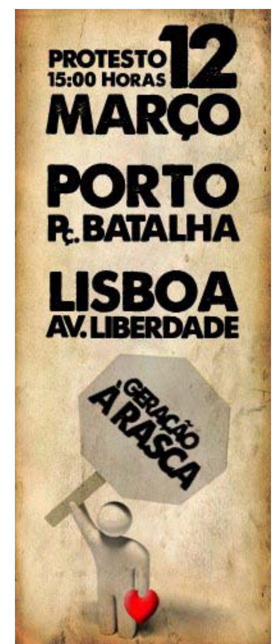
> Nem estudam, nem trabalham. (…) Tipicamente, esta é uma geração potencialmente melhor preparada do que as que a precederam e, aparentemente, muito segura de si. São, todavia, presa fácil da degradação do mercado laboral e não conseguem encontrar uma saída airosa, nem combater este estado de coisas. Os sociólogos identificam uma característica muito comum neste grupo : a inexistência de qualquer projecto de vida. As manifestações mais evidentes são a apatia e a indolência.

Portugal : La mobilisation de la génération “ stupide mais qui s’en sort ”

Ils ne travaillent ni n’étudient. (...) Cette génération a la caractéristique d’être potentiellement mieux préparée que les précédentes et a selon toute apparence une grande confiance en elle. Elle est cependant une proie facile sur un marché du travail dégradé et ne parvient ni à s’en sortir ni à lutter contre cet état des choses. Selon les sociologues, cette catégorie a un trait commun : l’absence de projet de vie. L’apathie et l’indolence en sont les manifestations les plus évidentes.

Vers la fin janvier, le groupe musical Deolinda a présenté lors de sa tournée une chanson non encore publiée qui a ému et qui donne un nom et une voix à celle que l’on dénomme en conséquence la Génération stupide.





Affiche pour la manifestation : “ La génération qui s’en sort ” organisée suite à l’événement Facebook

Sou da geração sem remuneração
E nem me incomoda esta condição
Que parva que eu sou !
Porque isto está mau e vai continuar
Já é uma sorte eu poder estagiar
Que parva que eu sou !
E fico a pensar,
Que mundo tão parvo
Onde para ser escravo é preciso estudar...

Je suis de la génération sans rémunération
Et cette situation ne me dérange même pas.
Quel idiot je suis !
Parce que les choses vont mal et que cela va continuer,
J’ai finalement de la chance d’être stagiaire
Quel idiot je suis !
Et puis je me demande :
quel est ce monde stupide
où, pour devenir un esclave il faut étudier ...

Portugal : La mobilisation de la génération “ stupide mais qui s’en sort ”

La chanson de Deolinda qui a déjà été écoutée par 345 000 personnes sur YouTube, est immédiatement devenue un hymne pour l’ “ actuelle génération stupide ”.

Quelques jours après, Isabel Stilwell, directrice d’un quotidien gratuit au Portugal, a déclaré dans son éditorial que “ s’ils ont étudiés et se retrouvent esclaves, ils sont en vérité stupides. Stupides d’avoir dépensé l’argent de leurs parents et celui des impôts pour étudier et finir sans rien savoir ”. En réponse, elle a reçu des milliers de commentaires amplement relayés par les réseaux sociaux.

L’hymne a aussi mis le feu aux poudres en interpellant tous ceux qui ont le sentiment de payer pour des erreurs commises par la génération précédente.

Beaucoup de problèmes, peu de solutions

Si d’un côté, cela a permis de rassembler certains dans une commune résistance, de nombreux autres ont pris leurs distances. Cela a réveillé par ailleurs des débats restés jusqu’alors en demi-sommeil.

Alors que le blog *O Jumento* (Idiot) reflète la solidarité intergénérationnelle (ou son absence), Helena Matos, sur le blog Blasfémias (Blasphème), s’interroge sur la légitimité de cette génération à réclamer les mêmes droits que leurs parents :

> Preparam-se agora os ditos membros da geração à rasca não para exigir que os mais velhos mudem de vida mas sim que também eles possam manter esse tipo de vida. Quem vier depois que se amanhe. A prosseguirmos, dentro de alguns anos, assistiremos a protestos de gerações que se dirão bem pior do que à rasca.

Ceux que l’on dénomme la génération “ qui s’en sort ” se préparent à présent non pas à exhorter leurs aînés à changer de vie mais à leur demander qu’ils maintiennent aussi ce type de vie. Les générations suivantes se débrouilleront. Plus tard, dans quelques années, nous assisterons à des manifestations de générations qui se décriront bien pires que “ la génération qui s’en sort ”.



Parodie de l’article d’Isabel Stilwell sur la page Facebook “ article 21 (article de la constitution portugaise se référant au droit de résistance)

Luis Novaes Tito appelle à un changement de cet état de fait sur le blog *A Barbearia do Senhor Luis (Le salon de barbier de M. Luis)*, mettant en garde contre le conflit des générations :

> Concordo que, em vez de chorarem pelos cantos embalados pelo faducho do “ já não posso mais ”, vão para a rua gritar que é tempo de mudar, antes que os mandem embalar a trouxa e zarpar.

> Je suis d’accord qu’au lieu de pleurer dans un coin comme un chanteur de fado : “ Je n’en peux plus ”, vous descendiez dans les rues hurler qu’il est temps que cela change avant qu’ils ne vous envoient au diable.

Que ce soit dans des billets et des commentaires ou dans les éditoriaux et les articles d’opinion dans les médias traditionnels, il en est aussi qui continuent à pousser la société à traiter du problème de fond à savoir ses causes et ses éventuelles solutions (sachant qu’il est plus facile de s’entendre sur les causes que les solutions). C’est pourquoi la discussion s’est étendue au rôle de l’Etat et du législateur ainsi qu’aux Universités et établissements d’enseignement supérieur.

Ainsi va le Portugal, “ un pays aux douces manières ” , où le conformisme pourrait avoir atteint son niveau maximal. Loin de trouver une plate-forme de discussion entre la classe politique, la société civile et la génération en question, le mouvement qui a grandi et s’est développé envers et contre tout cherche maintenant sa voie vers la maturité. Aujourd’hui il va devoir subir son premier grand test et vu la difficulté qu’il y a à mesurer son ampleur sur les réseaux sociaux, nous connaîtrons le moment venu le vrai degré de volonté de cette génération à changer le pays. Nous l’attendons donc avec anxiété.

Espagne : “ Yes We Camp ”, la mobilisation dans les rues et sur le Net

Les Espagnols manifestent pour demander plus de démocratie, avant les élections proches, et des milliers de manifestants campent dans les lieux publics, dans différentes villes. Le 18 mai 2011, quand ces manifestations ont fait les premières pages de la presse internationale, le Bureau des élections de Madrid a interdit la manifestation, mais les organisateurs l'ont défié en convergeant vers la place Puerta del Sol pour le troisième jour consécutif, malgré la pluie.
Écrit en anglais par Leila Nachawati Rego, traduit par Claire Ulrich (20/05/2011).

Depuis le 15 mai, les Espagnols manifestent pour demander plus de démocratie, avant les élections proches, et des milliers de manifestants campent dans les lieux publics, dans différentes villes. Le 18 mai, quand ces manifestations ont fait les premières pages de la presse internationale, le Bureau des élections de Madrid a interdit la manifestation, mais les organisateurs l' ont défié en convergeant vers la place Puerta del Sol pour le troisième jour consécutif, malgré la pluie.

Selon le Bureau des élections de Madrid, il n'y a pas “ de raison particulière ou sérieuse ” à cet appel urgent à des manifestations de masse. Ces déclarations illustrent le fossé entre les discours officiels et les demandes des citoyens, et a fouetté l'opposition contre les deux principaux partis politiques. Les manifestations se sont propagées dans tout le pays et sur Internet, avec des centaines de milliers de personnes dans les rues de Málaga, Grenade et Tenerife, et une mobilisation en leur soutien sur les réseaux sociaux, et tout particulièrement sur Twitter :

> #acampadasol Mojándose por la democracia y por unos derechos y unos deberes más justos. Mucho Ánimo desde #acampadasegovia #nonosvamos

> #acampadasol Se faire tremper sous la pluie pour la démocratie et des droits et devoirs plus équitables. Beaucoup d'encouragements de #acampadasegovia #nonosvamos

Des rassemblements en soutien à l'Espagne ont aussi été organisés, principalement à travers Facebook et Twitter, devant les ambassades d'Espagne de différentes villes, dont Londres et Jérusalem.

> @Anon_Leakspin : At 19:00 un camp à l'ambassade d'Espagne de Londres va commencer. #spanishrevolution #europeanrevolution #yeswecamp #acampadasol



Minuit sur la place Puerta del Sol. Madrid, 19 mai. Photo : Mikel el Prádanos

Les citoyens se sont organisés de façon efficace en comités juridiques, pour la communication, le nettoyage, le ravitaillement, la santé, et même en comités de musique. Les provisions apportées sont si abondantes que les organisateurs ont du trouver des espaces de stockage. Des dizaines de bénévoles se proposent pour traduire les documents et les décisions du comité en anglais, français, arabe et en langue des signes.



Manifestants à Madrid, Espagne. Photo Julio Albarrán, publiée sous licence CC.

Il est difficile de donner un ou des hashtags (mots clés) sur Twitter, tant ils changent rapidement, apparaissent et disparaissent, se chevauchent. En conséquence, il est difficile pour les médias et les partis politiques de se tenir au courant :
#democraciarealya, #spanishrevolution, #acampadasol, #nonosvamos, #yeswecamp, #notenemosmiedo, #juntaelectoralfacts, #esunaopcion, #tomalaplaza, #pijamabloc,

Ces mots clés sont aussi juxtaposés avec les tags des camps locaux, un par ville, comme par exemple :
#acampadavalencia, #acampadalgño, #acampadabcn

> @LaKylaB : Cuántos decían que no era posible un cambio ? Cuántos creían que siempre viviríamos así ? Cuántos ?. Esto es solo el comienzo.

> @LaKylaB : Combien ont dit que le changement était impossible ? Combien ont cru que nous vivrions toujours comme ça ? Combien ? C’est juste le début. #acampadabcn



Manifestants à Madrid, Espagne. Photo de Julio Albarrán, publiée sous licence CC.

Ces dizaines de tags, ironiquement, rendent difficile le suivi sur Twitter du mouvement qui n’a par ailleurs pas de leader identifiable et a établi un mode de communication décentralisé. Les manifestations en Espagne sont en train de devenir une nouvelle manifestation d’un mouvement mondial que les structures traditionnelles ont du mal à interpréter.

Espagne : “ Yes We Camp ”, la mobilisation dans les rues et sur le Net

Les Espagnols n’utilisent pas seulement les médias sociaux pour s’organiser et partager des informations, ils font un usage très efficace des outils collaboratifs en ligne. Leurs buts et revendications peuvent être lus sur le site Real Democracy Now. Un wiki a aussi été ouvert, où les participants peuvent publier des informations, des documents en ligne comme des conseils juridiques sur le droit d’association et de réunion, une pétition urgente pour demander la levée de l’interdiction des camps, et un billet de blog publié le même jour par plusieurs activistes du mouvement #nolesvotes (ne votez pas pour eux), parmi beaucoup d’autres initiatives lancées de façon travail collaboratif en ligne : “ #nolesvotes : for a responsible vote ”

> Colaboración distribuida : Te invitamos a copiar este texto y construir páginas de enlaces que referencien todos los sitios que dan apoyo a la iniciativa. De igual modo, invitamos a los demás colectivos que comparten nuestra propuesta a que lleven a cabo acciones similares. La fuerza de la red reside en la distribución y colaboración entre sus nodos.
>
> Collaboration distribuée : nous vous invitons à copier ce texte et à ouvrir des pages web qui donne les liens vers tous les sites qui soutiennent l’initiative. Parallèlement, nous invitons d’autres groupes qui partagent en ligne nos propositions à organiser des actions similaires. La force du réseau est dans la distribution entre ses différents nœuds.



Camp sur la place de Puerta del Sol, Madrid. Photo de Julio Albarrán, publiée sous licence CC.

Certains médias et dirigeants politiques ont reproché au mouvement de ne pas avoir de structure définie mais les citoyens, jeunes ou pas si jeunes, s’organisent de façon différente et innovante. Ils occupent les lieux publics, que ce soit les rues ou Internet, et utilisent des outils numériques pour s’organiser, partager et construire leur propre narration des événements. Un “ Cri silencieux ” est prévu aujourd’hui 20 mai à minuit, parfaite métaphore de cette rupture de communication.

Portugal : les citoyens portugais dialoguent avec les Islandais sur la démocratie

Les blogueurs et activistes portugais sont inspirés par la pratique de la démocratie directe islandaise, face à la crise que ce pays aussi connait.
Ecrit en anglais par Sara Moreira, traduit par Marie-Laure Le Guen (13/09/2011).

En avril dernier, la même semaine vit l'annonce par l'ancien Premier Ministre du Portugal, Jose Socrates, de la nécessité d'un plan de sauvetage économique international pour payer une dette publique s'élevant à 80 milliards d'euros, et le rejet par les urnes en Islande de la participation des contribuables au plan de sauvetage de la banque " Icesave ".

Bien que la pratique de la démocratie directe, la renonciation aux plans de sauvetage internationaux et la reprise économique de l'Islande en deux ans n'aient pas été adéquatement couvertes par les médias portugais traditionnels, les blogueurs se livrent à leurs analyses et y trouvent une source d'inspiration.

Clavis Prophetarum [pseudonyme], du blog Quintus, explique pourquoi il pense que " la courageuse résistance [de l'Islande] face au complexe politico-financier qui dirige actuellement l'Union Européenne de façon adémocratique " est en butte à l'indifférence :

> A opção islandesa não serviu os interesses dos bancos europeus, logo estes têm todo o interesse em que se não fale dela nem que esta possível via chegue aos ouvidos dos cidadãos.
>
> Quando em 2007, a Islândia foi o primeiro país europeus a soçobrar perante a crise mundial, declarando bancarrota por causa da falência do seu maior banco muitos desconsideraram o impacto de tal crise alegando que se tratava apenas de um pequeno país com pouco mais de meio milhão de habitantes e que seria facilmente " socorrido " por um empréstimo do FMI. O problema foi que na Islândia a " ajuda " do FMI foi levada a referendo e... derrotada.

> L'alternative islandaise ne sert pas les intérêts des banques européennes, qui ont par conséquent intérêt à ne pas la mettre en avant, et à faire en sorte que la possibilité de cette solution ne parvienne jamais aux oreilles des citoyens.
>
> Quand, en 2007, l'Islande fut le premier pays européen à s'enfoncer dans la crise économique mondiale en déclarant faillite à cause de l'effondrement de sa plus grosse banque, beaucoup de gens ont sous-estimé l'impact de cette crise et prétendu que ce n'était qu'un petit pays de tout juste 500 000 habitants et qu'il serait facilement " remis sur pied " par un prêt du FMI. Le problème, c'est que cette " aide " du FMI a été soumise à référendum et...refusée.

Il ajoute qu'au Portugal aussi, “ la solution à la crise actuelle ne peut se baser sur dix ans de restrictions budgétaires draconiennes pour sauvegarder les banques qui nous ont prêté de l'argent avidement et sans souci des conséquences ”.

La tenue d'un scrutin national n'est qu'une des “ leçons ” que le Portugal et les autres pays européens ont à prendre de l'Islande, selon le site d'information en ligne *i*. Les citoyens ont également organisé des sit-ins devant le Parlement pour demander la démission du gouvernement conservateur, attaqué en justice les responsables de la crise – y compris l'ancien Premier Ministre Geir Haarde dont le procès a commencé le 5 septembre -, et une nouvelle Constitution participative est en cours d'élaboration.



Manifestation à Reykjavik, 2008. Photo de Kristine Lowe sur Flickr (licence CC BY-NC-SA 2.0).

Pensez-vous que nous devrions faire la même chose que vous, ici au Portugal ?

Dans une vidéo de Miguel Marques, un gr e citoyens portugais interrogent les Islandais sur leur mobilisation sociale :

Portugal : les citoyens portugais dialoguent avec les Islandais sur la démocratie



Comment les syndicats islandais ont-ils pris position, se plaçant en tant qu'acteurs des mouvements de résistance à la crise de la dette en Islande et dans toute l'Europe ? (...)

Comment vous organisez-vous pour créer un meilleur avenir pour les Islandais ?

(...) Que se passe-t-il maintenant ? Quelles actions continuez-vous à mener ? Quels sont vos combats et pour quoi pensez-vous qu'il vaille la peine de se battre (par exemple, pour la Constitution) ? Votre Constitution prévoit-elle vraiment la séparation des pouvoirs économique, politique et religieux ? Comment pensez-vous que cela sera utile ? A quels changements souhaiteriez-vous voir la Constitution contribuer ? (...)

Que faites-vous maintenant ? Les mouvements populaires...se réunissent-ils toujours ? Etes-vous organisés en petits groupes ? Les gens sont-ils divisés à l'instar des quatre personnes élues ? Avez-vous de petits groupes d'intérêt ?

(...) Que ce soit vous en Europe, ou nous ici au sud, si seulement nous pouvions trouver un moyen de nous rassembler et de comprendre les déficiences de l'ensemble du système, du système capitaliste bien sûr. Comment pouvons-nous véritablement établir un réseau d'entraide au sein duquel nous pourrions proposer un système complètement nouveau pour l'Europe et même ailleurs ? En avant, les Islandais !

Pour Miguel Madeira, du blog Vias de Facto, " le succès relatif de l'Islande doit plus à la mobilisation populaire qu'aux 'nouveaux gouvernements ". Dans un commentaire sur ce billet, Fernando Ribeiro commence par mettre en exergue le fait que l'Islande n'a pas eu besoin de passer par des " affrontements violents " et estime que même si " en Grèce, en Irlande et au Portugal, la classe politique n'a pas consulté – et ne consultera pas – les électeurs qu'elle représente pour prendre des décisions aussi importantes que le recours à l'aide européenne ", il est néanmoins important de :

> requerer abertamente mais democracia na hora das tomadas de decisão fundamentais, e ultrapassar o argumento caduco da democracia liberal em que a democracia representativa funciona assim mesmo.

> demander ouvertement plus de démocratie au moment de la prise de décisions fondamentales, et de passer outre l'argument caduque de la démocratie libérale qui consiste à dire que c'est justement ainsi que fonctionne la démocratie représentative.

Les Islandais exigent non seulement plus de démocratie, mais participent aussi à " l'avènement de la démocratie participative par excellence (...), la démocratie 2.0, grâce à une nouvelle constitution crowdsourcée qui sera débatue au Parlement en octobre. Paula Thomaz, de Carta Capital, résume ce processus :

> a discussão para a nova [constituição] islandesa se dá através de vídeos do Youtube em tempo real, que mostram os debates do Conselho; fotos no Flick; pequenas frases no Twitter; no site oficial dos temas (em islandês e em inglês); e no Facebook é que as ideias estão abertas para discussão.

> la discussion autour de la nouvelle [constitution] islandaise se passe en temps réel à travers des vidéos YouTube, qui montrent les débats du Conseil; des photos sur Flickr; de courtes phrases sur Twitter; le site officiel de ces thématiques; et sur Facebook, où les idées sont ouvertes à la discussion.

Pour conclure une analyse poussée de la réponse de l'Islande face à la crise, l'ingénieur fonctionnaire Fernando Gouveia a écrit un billet d'opinion initialement publié sur le site Noticias do Douro et qui a depuis été partagé en ligne à maintes reprises :

> Se isto servir para esclarecer uma única pessoa que seja deste pobre país aqui plantado no fundo da Europa, que por cá anda sem eira nem beira ao sabor dos acordos milionários que os seus governantes acertam com o capital internacional, e onde os seus cidadãos passam fome para que as contas dos corruptos se encham até abarrotar, já posso dar por bem empregue o tempo que levei a escrever este artigo.

> Si cela sert à éclairer la lanterne d'au moins une personne dans ce pauvre pays perdu au fin fond de l'Europe, où l'on déambule sans le sou, incapables de goûter aux accords de millions d'euros que nos gouvernants signent avec le grand capital, et où les citoyens sont affamés pour mieux remplir à ras bord les comptes des corrompus, je pourrai considérer comme bien employé le temps passé à écrire cet article.

Espagne : Les manifestations du 15 octobre vues par la presse

Les manifestations organisées à travers le monde, le 15 octobre dernier, pour appeler à davantage de démocratie et dénoncer la corruption des dirigeants par les lobbies financiers ont été d'une très grande ampleur en Espagne. Tout un pan de la presse espagnole a traité l'événement de façon négative.
Écrit en anglais par Chris Moya, traduit par Samantha Deman (23/10/2011)

Lors des manifestations mondiales qui se sont déroulées le 15 octobre dernier dans quelque 1000 villes réparties dans 82 pays, les gens se sont rassemblés sous le slogan " Ensemble pour changer le monde " afin de faire valoir leurs droits et demander une vraie démocratie. De nombreuses vidéos ont envahi Internet, en appelant aux dizaines de milliers de citoyens en désaccord avec les politiques de réduction des dépenses sociales et la soumission des gouvernements aux marchés et lobbies financiers.



@democraciareal : ¿Piensas quedarte en casa y leer lo que ha sucedido en los libros de historia ? ¿o quieres ser partícipe y vivirlo ?

@democraciareal : Pensez-vous rester chez vous et lire plus tard ce qui ce sera passé dans les livres d'histoire ou bien voulez-vous vous engager et vivre l'événement en direct ?

Dans le cas de l'Espagne, le nombre de points de rassemblement était très important, comme en témoigne la carte ci-dessous



#15O points de rencontre en Espagne

Les plus grandes villes du pays ont vu un très grand nombre de personnes affluer, allant jusqu'à 500.000 à Madrid et 350.000 à Barcelone. Les rues de ces villes mobilisées étaient remplies de banderoles, d'idées et de manifestants scandalisés par les mesures d'austérité néolibérales. Les deux manifestations se sont déroulées dans le calme et les places publiques bruissaient à l'unisson d'un appel au changement, du monde et des mentalités.



Espagne : Les manifestations du 15 octobre vues par la presse

Les médias les plus conservateurs du pays, lancés dans une campagne de désinformation des lecteurs dès le début du mouvement du #15O, s'en sont pris à “ la rue ” en première page :



ABC

— Domingo 16-10-2011 / abc.es —

Los indignados «festejan» su protesta planetaria

Sur la Une de “ ABC ” du 16 octobre 2011, le titre suivant : Les indignés “ fêtent ” le mouvement de protestation mondial.



EL MUNDO

El PP conseguiría hoy 196 escaños y el PSOE sólo 117

La UE quiere devaluar un 30% la deuda española tras considerar que es tóxica

La ausencia de Blair convierte a Kofi Annan en la única figura relevante en la mesa sobre ETA

El 15-M resurge pacíficamente en España y con violencia en Roma

En première page d'“ El Mundo ”, les raisons des manifestations sont minimisées et les participants sont décrits comme étant violents.

@MikelSB : Acabo de ver la portada de #ABC bit.ly/nAqieS
¡Lamentable manipulación ! Sacan la única manifestación con incidentes del #15o

@MikelSB : Je viens de voir la Une de #ABC. Quelle lamentable manipulation ! Ils ne parlent que de l'unique manifestation #15o qui fut le théâtre de violents incidents

Le directeur du quotidien El Mundo Pedro J. Ramírez a fait un sondage sur Twitter, dont les résultats donnent la mesure de l'opinion du journal conservateur sur ce mouvement mondial pour le changement ; soit ils considèrent le mouvement du 15M (car initié le 15 mai 2011) comme étant d'extrême gauche et le décrivent comme violent, soit ils dénigrent carrément les dizaines de milliers de personnes descendues dans la rue.

@pedroj_ramirez : Q opináis ? a) El 15M generará nuevo partido de izdas. b) El 15M derivará en violencia antiRajoy. c) El 15M seguirá lúdico e irrelevante.

@pedroj_ramirez : Quelle est votre opinion ? a) 15M va donner naissance à un nouveau parti de gauche. b) 15M sera l'instigateur de violences anti-Rajoy [chef de l'opposition pressenti pour remporter les prochaines élections]. c) 15M ne sera qu'un mouvement d'amateurs aux théories fumeuses.



LA RAZÓN

INDEPENDIENTE DE INFORMACIÓN GENERAL · DOMINGO 16 de octubre de 2011 · PRECIO 1,20 EUROS · CON «DIEZ MINUTOS» 2,50 EUROS · EDICIÓN MADRID

HOY CON LA RAZÓN
Colección Cine Americano y las revistas «Diez minutos», «A Tu Salud» y «L'Osservatore Romano»

LAS RAZONES DEL CAMBIO

Por la derrota real de ETA

El único final digno pasa por la disolución de la banda, la entrega de las armas, y la petición de perdón a las víctimas sin concesiones políticas

ENCUESTA NC REPORT

El 81,6 % de los españoles exige un fin con vencedores y vencidos

HOMENAJE A LAS VÍCTIMAS La portada de LA RAZÓN recuerda hoy los nombres de los 858 asesinados por la banda terrorista
Artículos de Alfonso Ussía, Antonio Basagoiti, Rubén Múgica, Daniel Portero, Ángeles Pedraza y Juan Moral · Editorial y Primera Plana P. 14 a 30

Los Príncipes, con el ganador

Javier Moro gana el 60 premio Planeta con «El imperio eres tú»

El escritor novela la historia del emperador brasileño Pedro I e Inma Chacón queda finalista P. 84

CAOS GLOBAL EN LAS CALLES

Nuevo desafío de los «indignados» que toman Madrid sin autorización y provocan disturbios en Roma P. 42 y 49

En Une, “ La Razon ” choisit de ne pas mettre l'accent sur les manifestations et leur ampleur, mais sur ETA.

Heureusement, comme on a pu le constater le lendemain, avec la Une des journaux du 16 octobre, tous les quotidiens n'ont pas titré de la même manière ni participé à cette désinformation, hormis ceux cités ci-dessus.

Crise financière grecque et protestation anti-austérité : un historique

Le mouvement grec des indignés paraissait perdre de l'ampleur pendant l'été, mais il a repris de la vigueur en septembre 2011 avec l'imposition d'une nouvelle série de mesures d'austérité. Voici un historique de la contestation.
Écrit en anglais par Asteris Mousaras, traduit par Reza Nahaboo (05/11/2011).

[Sauf mention contraire, liens en anglais] Après une année et demie de négociations désespérées de sauvetage et de tranches d'aide distribuées par le Fonds Monétaire International, la Banque Centrale Européenne et l'Union Européenne, les mesures d'austérité inflexibles et de plus en plus inefficaces imposées par ces trois instances surnommées “ la troïka ” au gouvernement socialiste grec, ont été reçues avec d'incessantes manifestations. Le drame de la dette souveraine de l'Europe, avec la Grèce en son centre, est en train de culminer, alors que les politiques cherchent désespérément des voies pour dépêtrer l'Union Européenne de sa dette grandissante.



Image d'une statue devenue manifestant. Photographie de l'équipe médiatique des indignés d'Athènes, (licence CC BY-NC-ND 3.0).

Le mouvement des indignés de Grèce, inspiré par les soulèvements du “ Printemps Arabe ” et le mouvement de contestation européen qui a débuté en Espagne, consiste principalement en occupations de places publiques à Athènes et Thessalonique. Il semblait perdre de l'ampleur pendant l'été, après une série violente de répressions policières, mais a repris de l'intensité en septembre, quand la colère collective commença à bouillir à l'annonce d'une autre série de mesures d'austérité suivant le plan de sauvetage agréé par le sommet d'urgence de la Zone Euro en juillet.

Les effets des mesures d'austérité

Avec un chômage des jeunes à plus de 40% et l'incertitude qui plane sur la diminution des perspectives de travail dans le pays, l'austérité continue a engendré une nouvelle vague d'émigration, celle des jeunes Grecs les plus brillants, exacerbant les freins à l'économie à travers une course à la retraite forcée et choisie provoquée par un dégraissage et une hausse de l'âge de la retraite.

En elle-même, l'austérité peut constituer une violation des droits humains, comme le fit remarquer un expert des Nations Unies en juillet. L'incessante cascade des mesures d'austérité s'accompagne d'un prix à payer [en français] sur le quotidien des Grecs, avec une réduction des services sociaux et même la disponibilité des produits de base frappée par les augmentations échelonnées de la TVA, et les coupes dans les salaires, pensions et revenus. Une récente publication dans le journal médical 'Lancet', affirme que la population encourt des problèmes de santé dus à la crise, alors qu'on rapporte une augmentation des suicides et de la criminalité.

Les Grecs créatifs sont aussi affectés par l'austérité, et ils bloguent et utilisent les médias sociaux pour se défouler. La blogueuse et rédactrice Constantina Delimitrou peint un tableau morose de l'insécurité financière [en grec] qui bloque les esprits et corps des Grecs :

> Οι περισσότεροι είμαστε με μόνιμες τανάλιες στα στομάχια για το περισσότερο μέρος της ημέρας και της νύχτας. Ένα βλαμμένο συνοθύλευμα από φόβους, αγωνίες, εικόνες τρομακτικές που δε θες αλλά σου σφηνώνονται στο κεφάλι και δε σ' αφήνουν να πάρεις ανάσα. [..] ακούς να ρωτάνε πόσα μακαρόνια να βάλουν στην άκρη για μια ώρα ανάγκης, πώς θα πάνε στη δουλειά χωρίς φράγκο και πόσο νερό άραγε να θέλει ένα μποστάνι στο μπαλκόνι. Και εκείνη η κυρία ένα βράδυ στο μετρό. Που έκλαιγε για δέκα ευρώ στο τηλέφωνο. Τα παιδιά της στο νοσοκομείο και δεν έβρισκε δέκα ευρώ να ταΐσει τα εγγόνια. Και αυτός που μιλούσε δεν είχε να της δώσει. Και δεν είχα ούτε εγώ. Αλλά και να 'χα, πώς να πλησιάσεις τον άλλο να τον βοηθήσεις;

> La plupart d'entre nous ont le ventre constamment noué la majeure partie du jour et de la nuit. Une pagaille stupide de peurs, d'angoisses, d'images terrifiantes qui sont gravées involontairement dans votre mémoire et vous empêchent de respirer. [...] vous les entendez se demander combien de spaghetti mettre de côté pour un jour de disette, comment partir travailler quand on est fauché, de quelle quantité d'eau une parcelle de terre a besoin. Et cette dame, ce soir-là, dans le métro. Pleurer au téléphone pour dix euros. Elle avait ses enfants dans un hôpital, et elle ne pouvait trouver dix euros pour nourrir ses petit-enfants. Celui qui l'écoutait ne pouvait rien lui donner. Et moi non plus. Et même si je pouvais, comment aborder quelqu'un pour offrir de l'aide ?



Une protestation de mase des 'Indignés' à Athènes. Image par endiaferon, copyright Demotix (29/05/2011).

La conceptrice de sites internet Cyberela, qui souffre d'angiome chronique, commente ses perspectives :

> @Cyberela : Φυσικά τις θεραπείες που κάνω τώρα δεν μπορει να μου τις πληρώσει η ασφάλιση. Ο κόσμος με αιμαγγειωμα είναι καταδικασμένος στην Ελλάδα.

> @Cyberela : Naturellement, la sécurité sociale ne peut couvrir mes traitements. Ceux qui souffrent d'hémangiome en Grèce sont condamnés.

Et l'acteur Haris Attonis tweete une observation laconique sur l'émigration :

> @hartonis : Οι μισοί γνωστοί μου μετακόμισαν στο εξωτερικό. Οι άλλοι μισοί, μέσα τους.

> @hartonis : La moitié de mes amis ont émigré à l'étranger. L'autre moitié, en eux-mêmes.

Les affrontements avec la police

La violence policière endémique aggrave les tensions sociales. Les incidents les plus graves se sont produits quand une violence policière sans précédent contre les manifestants de la place Syntagma, à Athènes, les 28-29 juin, avait été dénoncée par les organisations internationales des droits humains, qui ont noté une utilisation massive de gaz lacrymogène et ont demandé à la police grecque de s'abstenir d'utiliser une force excessive.



L'assemblée générale des indignés à Athènes, 29/5/2011. Photographie par Cyberela, (licence CC BY-NC-ND 3.0).

Les sit-ins des indignés, déjà dépeuplés par les vacances estivales, ont été l'objet de descentes policières pendant la nuit et détruits, avec, dit-on, des restrictions dans certains cas pour prévenir de futurs rassemblements, comme c'est arrivé plus tard aux sit-ins en Espagne et aux États Unis. Le discours d'ouverture habituel du Premier ministre à la Foire internationale de Thessalonique en septembre avait été accueilli par des manifestations et des heurts, alors que des groupes disparates convergeaient sur la place pleine de policiers, et qu'une nouvelle taxe foncière exceptionnelle était annoncée.

Utilisation des médias sociaux

Twitter a émergé comme un pilier de l'informations et de l'activisme du peuple grec, depuis les émeutes qui ont fait suite au meurtre d'un jeune par la police en 2008. Plusieurs activistes agrégateurs d'information ont utilisé des outils d'agrégation de tweets pour chroniquer les protestations anti-austérité, provoquant un corpus impressionnant.

Theodora Economides (@IrateGreek sur Twitter) a utilisé Chirpstory pour compiler la plupart des chroniques sur les manifestations massives d'Athènes, tandis qu'Antonis Gazakis (@gazakas sur Twitter) tweetait quotidiennement, en temps réel, le compte-rendu de l'assemblée générale des indignés de Thessalonique sur Storify.

Myrto Orfanoudaki Simic a rassemblé des vidéos de la brutalité policière du 29 juin. Entretemps, 31.000 utilisateurs ont aimé la page Facebook des indignés d'Athènes, alors que 5.000 utilisateurs ont aimé le profil Facebook des indignés de Thessalonique. Des dizaines de photographes ont posté leurs reportages photo des manifestations sur Demotix depuis le début de 2009, tandis que des milliers de photos et des dizaines de vidéos d'activistes et de journalistes citoyens ont été postées sur le blog de l'équipe multimédia des indignés de la place Syntagma à Athènes, sous licence Creative Commons depuis le début de la contestation.



Protestation Place Syntagma, 25/5/2011. Photographie des indignés d'Athènes, (licence CC BY-NC-ND 3.0).

Sur une note humoristique, Theodora a aussi lancé le mot-clic #GreekPoliticianManual, basé sur le manuel du depote arabe d'Iyad El Baghdadi, pour faire la satire de l'éthique et des pratiques des politiciens. La parodie The Angry Greeks vs. Angry Birds, créee par l'équipe vidéo ToonPosers, a engrangé 105.000 visionnages sur YouTube.



Grèce : “ Accoucher n’est pas un privilège de riches ! ”

Les internautes grecs sont indignés depuis qu’un journal a révélé que des femmes sur le point d’accoucher n’étaient pas admises à l’hôpital public car elles n’avaient pas de quoi payer le forfait de 950 euros.
Écrit en anglais par Veroniki Krikoni, traduit par Claire Ulrich (10/12/2011).



Naissance. Photo par riqfy (licence CC BY-NC-SA 2.0).

La nouvelle publiée par le journal Eleftherotypia (Liberté de la Presse) le 5 décembre 2011 a créé une onde de choc : des hôpitaux publics grecs ont refusé de prendre en charge des femmes qui allaient accoucher car elles ne pouvaient payer le forfait de 950 euros.

Les faits ont été signalés en novembre 2011 dans des hopitaux publics de Athènes, Thessalonique, Rhodes et Rethymnon. Dans ces cas-là, le coût de “ l’acte hospitalier unifié et intégré ”, selon le barème du Ministère de la santé, était de 950 euros pour un accouchement et de 1500 euros pour une césarienne. Les femmes enceintes versent cette somme à l’avance et par la suite, la somme leur est remboursée via une allocation-naissance.

Avec quelques jours de retard, le ministère de la santé a publié une circulaire, pour confirmer qu’il ne serait plus obligatoire de verser cette somme par avance désormais, mais sans toutefois préciser si le coût officiel de l’acte serait maintenant déduit du montant de l’allocation-naissance.

Grèce : “ Accoucher n’est pas un privilège de riches ! ”

Deux associations de femmes, “ Initiative des femmes contre la dette et les mesures d’austérité ” et “ le Mouvement indépendant des femmes ” ont commencé à faire campagne pour faire connaitre ces problèmes :

> Donner la vie n’est pas un privilège de riches ! Nous demandons la gratuité de l’accouchement, nous demandons que les fonds d’urgence aillent directement au secteur de la santé...

L’information a été partagée sur différents réseaux et médias par les internautes grecs.

Dimitris Oikonomou a honte :

> @d_oikon : ΝΤΡΟΠΗΗΗΗ... ! Που φτάσαμε γαμώτο ! ! [Έδιωξαν από νοσοκομεία ετοιμόγεννες που δεν είχαν χρήματα...]

> @d_oikon : QUELLE HONTE ... ! Mince de mince, comment on en est arrivé là ? [pour ces femmes qui ont été renvoyées de l’hopital parce qu’elle n’avait pas de quoi payer..]

Gangelakis ajoute, se souvenant de la période de l’année :

> @Gangelakis : Και ο Χριστός σε σπηλιά γεννήθηκε : Δημόσια νοσοκομεία αρνήθηκαν α περιθάλψουν ετοιμόγεννες,επειδή δν είχαν ν πληρώσουν

> @Gangelakis : Jésus Christ en personne était né dans une étable : les hôpitaux publics refusent de prendre en charge les femmes qui vont accoucher parce qu’elles n’ont pas d’argent.

Nemi Vl a laissé ce commentaire sur son statut Facebook :

> Ένα ένα τα διαβάζω σήμερα, σκάνε σαν χαστούκια...

> Je lis les nouvelles une à une aujourd’hui...et chacune est une claque dans la figure.

Lector résume sur un forum de discussions :

> Δεν κοιταξαν την ταυτοτητα αλλα το πορτοφολι.

> Ils n’ont pas regardé la carte d’identité, ils ont regardé le portefeuille.

Sur le même forum, simonbolivar fait une comparaison avec le système de santé américain

> Η ΑΠΟΛΥΤΗ ΞΕΦΤΙΛΑ !
> Ο ΔΙΑΣΥΡΜΟΣ ΕΝΟΣ ΣΥΣΤΗΜΑΤΟΣ,ΚΑΙ ΜΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ !
> Μας κανανε Αμερικη,οπου αν δεν εχεις καλη ασφαλιση εισαι τελειωμενος !

UNE HUMILIATION TOTALE !
LE DÉVOIEMENT D’UN MÉCANISME ET D’UN GOUVERNEMENT !
Ils nous ont transformé en Amérique, où vous êtes foutus si vous n’avez pas une bonne assurance-santé !

Isis ajoute l’ironie aux réactions sur un autre forum :

Συγκίνηση, γινόμαστε Αμερική.
Ακούς εκεί να ξεγεννάνε δωρεάν τα δημόσια νοσοκομεία. Κατάργηση και του επιδόματος τοκετού ΤΩΡΑ.

Je suis consternée, nous sommes en train de devenir comme en Amérique.
Accoucher gratuitement dans un hôpital d’état ? Vous n’y pensez pas. Démolissez aussi notre allocation naissance MAINTENANT.

Sur un portail où l’information a été publiée, Harry exprime sa colère dans un commentaire sous l’article consacré aux dépenses de l’hôpital et aux tractations avec la maternité :

Από όλες τις επιθέσεις που έχω δεχτεί από το κράτος (χαράτσια, ΔΕΗ, φόροι) πρέπει να πω ότι η μεγαλύτερη οργή μου προκαλείται από το πως αντιμετωπίζει την έγκυο γυναίκα μου. Η ασφάλειά μου δεν καλύπτει τίποτα πλέον (ΤΕΒΕ) και το νοσοκομείο είναι πανάκριβο και για κλάμματα. Κάθε κράτος στηρίζει την μητρότητα εκτός από την Ελλάδα. Αν συνεχίσει αυτή η κατάσταση θα μεταναστεύσουμε σε άλλη χώρα οικογενειακώς.

Parmi les agressions que j’ai connues de la part de l’état (impôts lourds, électricité, taxes supplémentaires), je dois dire que ce qui me rend le plus furieux, c’est le traitement auquel doit faire face ma femme, qui est enceinte. Mon assurance ne couvre plus rien du tout (le Fonds pour les travailleurs indépendants et les artisans) et l’hôpital est très cher, outre que ses services sont épouvantables. Tous les pays subventionnent la maternité, sauf la Grèce. Si cette situation se prolonge, je vais prendre toute ma famille et nous allons partir à l’étranger comme migrants.

Jordi s’en prend aux autorités :

@jorjito73 : Έδιωξαν από νοσοκομεία ετοιμόγεννες που δεν είχαν χρήματα...Όχι δεν φταίει ο Λοβέρδος, οι ανάλγητες διοικήσεις...

@jorjito73 : Les femmes sur le point d’accoucher ont été renvoyées de l’hôpital, parce qu’elles n’avaient pas d’argent... La faute à Loverdos [Ministre de la santé] ? Bien sûr que non, accusez la cruelle administration ...

La discussion s’est ensuite orientée vers un sujet tout à fait différent, le futur du pays, et de ses futurs citoyens :

@katerinas_diary : @jorjito73 επεμβαίνουν και στο μέλλον της φυλής δηλαδή.. Αν οι άνεργες κλπ ετοιμόγεννες δεν θα γίνονται δεκτές στα δημόσια νοσοκομεία ! ! !

@katerinas_diary : @jorjito73 Ils compromettent la relève du peuple…si les femmes qui n’ont pas d’emploi et doivent accoucher ne sont plus admises dans les hôpitaux publics ! ! !

@jorjito73 : @katerinas_diary Είναι μια αρχή κι αυτή για να διαμορφώσουν οριστικά & αμετάκλητα το εκλογικό σώμα τα επόμενα χρόνια… Αίσχος και κατάντια

@jorjito73 : @katerinas_diary C’est quand même la naissance des futurs électeurs, une fois pour toute…Honte et abjection.

Les naissances en Grèce semblent avoir diminué de 15% au cours de l’année écoulée, la situation économique très critique forçant les couples à repousser la naissance de leur premier ou second enfant.



La crise de la zone euro sur les médias citoyens en 2011

L'année 2011 aura marqué les mémoires pour la crise de la dette européenne et son impact sur l'économie mondiale, mais également pour ses graves conséquences sur la vie de tous les jours. Voici un résumé des articles sur la crise de la zone Euro en 2011.
Écrit en anglais par Paola D'Orazio, traduit par Anne Lozac'h (14/01/2012).

L'année 2011 aura marqué les mémoires pour la crise de la dette européenne et son impact sur l'économie mondiale, mais également pour ses graves conséquences sur la vie de tous les jours. La crise, sans précédent dans l'histoire économique de l'après guerre, a commencé en 2007. L'Europe vit sa plus sombre période économique depuis les années 1930.

L'importance croissante du sujet et la diffusion des médias sociaux ont entraîné une grande activité du "blogging économique " et des tweets à ce sujet ces derniers mois. Les opinions, pensées et réactions envahissent la globosphère pour tenter de comprendre quel sera le futur de la zone Euro.

Si on prend en considération l'augmentation de la TVA ainsi que la baisse des salaires, des retraites et des prestations sociales, certains produits de bases sont déjà devenus moins abordables. Ce qui a motivé le blogueur indien Deepankar Basu a remarquer sur le site économique indien Sanhati :

> Ces mesures [d'austérité] réduisent les dépenses et augmentent les impôts afin de réduire les déficits gouvernementaux. Cependant, les réduction des dépenses publiques et les augmentations d'impôt en cette période précise représentent la pire position politique possible, entrainant une réduction encore plus importante de la demande globale et enfonçant les économies plus profondément dans la récession.

Dettes souveraines, notations " pourries " : les manifestants descendent dans la rue

La crise s'est d'abord manifesté dans trois pays, l'Irlande, la Grèce et le Portugal, mais s'est rapidement propagée en Espagne et en Italie.

Depuis que les agences internationales de notations diffusent leurs notations de la solvabilité nationale de chaque pays (la capacité à rembourser la dette publique), il semblerait qu'elles " contrôlent d'une baguette magique " le futur de la zone euro. Ce pouvoir sur le destin de chaque Etat est à l'origine de débats passionnés dans l'ensemble de l'Europe, certains remettant en cause la légitimité de leur analyse.

Au Portugal, par exemple, la qualification de la dette portugaise de “ dette pourrie ” par l’analyste financier américain Moody a engendré de vives réactions.

Mais les manifestations principales ont eu lieu en mai. Tout a commencé en Espagne avec le mouvement 15-M, coordonné principalement par le mouvement de jeunes Democracia Real Ya, doté d’une forte activité en ligne et qui a organisé d’immenses manifestations contre la corruption, le chômage et l’organisation politique, qui favoriserait un système à deux partis.

Le mouvement des acampadas nés sur la Plaza del Sol à Madrid a rapidement “ infecté ” d’autres grandes villes espagnoles comme Barcelone, Séville et Malaga. En quelques semaines, d’autres mouvements ont vu le jour dans d’autres pays européens et à travers le monde, pour devenir plus tard le mouvement “ Occupons Wall Street ”.



“ #carte des campmap “ #worldrevolution ” – Plus de 600 manifestations et campements ont été montés en solidarité avec les manifestants espagnols à la fin du mois de mai 2011.

Certains, y compris des médias populaires, ont rapidement fait le lien avec la soi disant révolution espagnole et le printemps arabe.

> Como si se tratara de la plaza Tahrir, en Egipto, escenario de las protestas populares. El caldo de cultivo del derrocamiento de Hosni Mubarak. Esto es distinto pero puede ser el embrión de algo. Quién sabe.
>
> C’est comme si nous étions sur la place Tahir, en Egypte, une scène de révolte, et le chemin vers la chute de Mubarak. Ce mouvement est différent mais il pourrait bien être le commencement de quelque chose. Qui sait.



La Grèce, le premier pays de l'Union européenne à subir les mesures d'austérité du FMI/BCE depuis 2010, a rapidement fait preuve de solidarité envers le mouvement espagnol.C'est surtout en Grèce que les manifestations anti- austérité ont été les plus violentes. En juin, des manifestations pacifiques et des rassemblements se sont déroulés sur la place Syntagma (place de la constitution), et lorsque les manifestants ont décidé de se rassembler autour du Parlement le jour où le vote pour le plan d'austérité de milieu de mandat était planifié, des affrontements violents avec la police ont eu lieu.

Les protestations et les manifestations ont continué pendant l'été, particulièrement en Espagne et en Grèce. Mais seuls les grandes réformes et les plans d'austérité adoptés par les pays “ PIIGS ” (Portugal, Irelande, Grèce et Espagne) à la fin de l'automne ont marqué un tournant dans la crise de la dette européenne.

Sang et larmes : la recette d'austérité

La pression des marchés financiers ainsi que les recommandations de la Commission européenne ont poussé les gouvernements à adopter des mesures d'austérité afin d'aider à réduire les déficits budgétaires intolérables. Les recettes semblent être les mêmes dans les différents pays : réduction des prestations sociales et des services sociaux, impôts supplémentaires, augmentation de la TVA et réductions de salaires, les citoyens payant pour la dette.

En Espagne, les longs débats sociaux sur le plan de redressement économique ont entrainé de nouvelles manifestations en septembre lorsque le #reformazo (#grande réforme) a été annoncé. L'Espagne et ensuite l'Italie, ont décidé d'implémenter des changements constitutionels afin de limiter les dépenses publiques (stabilité budgétaire). En échange, des protestations organisées par les assemblées de Puerta des Sol et l'ensemble du mouvement 15M contre ce que le groupe Real Democracy Now ! a qualifié de coup d'Etat financier ont eu lieu dans l'ensemble du pays.

En Grèce, en octobre dernier, une manifestation sans précédent a eu lieu lors du défilé du “ Ochi day ” (le jour sans) provoquées par la colère des Grecs face à des mesures d’austérités inefficaces et incessantes, qui ont abouti sur un accord d’effacement partiel de la dette (haircut deal) négocié par les banques et les gouvernements européens que certains considèrent avec crainte comme le début d’une “ occupation ” étrangère du pays.

L’impact des mesures d’austérité a été particulièrement sévère en Grèce où les suicides et la criminalité augmentent, et où les services sociaux ou médicaux sont de plus en plus chers. Le coût élevé (jusqu’à 1000 euros) de l’accouchement dans un hôpital public est seulement un exemple des impacts sociaux de la crise actuelle.

Mais il y a également des histoires de victimes du cocktail explosif de bulle immobilière, de crise financière et de chômage massif. Des milliers de familles sont maintenant sans logement. Une immense campagne contre la spéculation immobilière et les expulsions et pour le relogement de familles dans des bâtiments abandonnés a commencé en Espagne.

Mobilisation dans la rue et sur Internet

Outre des problèmes économiques et leurs conséquences sur la population des pays européens, la participation démocratique et les droits des citoyens font partie des débats publics. La participation massive aux protestations et aux manifestations contre les mesures d’austérité, en ligne et dans la rue, est un phénomène nouveau sur la scène politique européenne.

De nombreux pays, comme le Portugal ont contasté qu’il existait une alternative aux mesures de rigueur imposés par la CE, le FMI et la BCE : le système islandais de la démocratie directe est devenu un modèle cité par les manifestants. Etant donné que l’Islande a refusé une subvention internationale, beaucoup estiment qu’il pourrait exister une solution différente à la crise actuelle que 10 ans de restrictions budgétaires sévères pour rembourser les obligataires.

Mais un autre problème a vu le jour ces derniers moins, suite aux changements cruciaux de gouvernement dans trois pays européens. Alors que le changement en Espagne est dû à des élections anticipées, les nouveaux Premiers ministres en Grèce et en Italie ont été choisies par les chefs d’Etat, sans l’accord de la population.

La démission de Silvio Berlusconi a été particulièrement importante non seulement pour le pays mais pour l’ensemble de l’Union européenne étant donné que le pays avait besoin de calmer les marchés financiers pour stabiliser les taux d’intérêt sur les dettes souveraines. Après la “ démission du parti de Berlusconi ”, les Italiens et les Européens ont dû rapidement affronter la triste réalité.

Alors que les malheurs financiers de l'Europe s'intensifient, l'austérité règne, la crise s'aggrave, et les économistes prévoient une récession (sans précédent ?). Peut-être on se souviendra de 2011 comme de " l'année perdue " dans l'histoire économique européenne.

Italie : Nouvelles manifestations contre l'austérité et la désinformation

Les mesures d'austérité en cours d'application dans les pays de l'UE se heurtent toujours à l'opposition populaire. Et plus encore dans un pays comme l'Italie, déjà mise à l'épreuve par des années de mauvaise gestion publique et de dérives budgétaires, sans parler d'une désinformation endémique.
Ecrit en italien par Ylenia Gostoli, traduit par Suzanne Lehn (07/02/2012).

La multitude de mouvements de protestation qui ont suivi la mise en oeuvre des programmes d'austérité dans de nombreux pays européens en proie à la crise des dettes souveraines aurait dû nous apprendre que lorsqu'une économie nationale est laissée à la merci des taux d'intérêt et des marchés financiers, tôt ou tard la population finit par donner libre cours à son mécontentement. Et surtout dans un pays comme l'Italie, déjà mise à rude épreuve par des années de gabegie publique, et où la désinformation vient s'ajouter aux déficits budgétaire et démocratique.

Depuis mi-janvier, l'Italie est balayée par une vague de manifestations, qui s'est ouverte en Sicile avec la mobilisation des agriculteurs, camionneurs et pêcheurs, souvent de petits entrepreneurs, rejoints ensuite par l'ensemble des Siciliens, salariés, étudiants et chômeurs. Le mouvement est dénommé Forza d'Urto (“ force de choc ”), mieux connu comme “ le mouvement des fourches ”.



Le mouvement des Fourches, image sur Facebook.

A partir du 6 janvier, les barrages des chauffeurs de poids lourds ont immobilisé les routes et autoroutes de l'île durant six jours avec au moins 26 barrages, interrompant la circulation des marchandises et mettant le commerce à l'arrêt, avec de longues files d'attente aux stations d'essence et des rayons vides dans les supermarchés.

Puis le mouvement a essaimé dans d'autres régions, avec des grèves et barrages dans toute l'Italie. A Rome, lors d'une manifestation de pêcheurs devant la Chambre des Députés, trois manifestants auraient été blessés, dans une mobilisation massive contre le programme d'austérité du premier ministre Mario Monti et son cabinet, pour déplorer notamment la hausse brutale du prix de l'essence. Pendant les premiers jours de la contestation, les médias italiens sont pourtant restés largement silencieux, sauf quelques journaux locaux, comme le souligne Marco Cedolin sur son blog Il Corrosivo :

> I media mainstream in queste stesse ore tacciono, reputando (e lasciando intendere) che in Sicilia non stia accadendo nulla che meriti attenzione, tutto tranquillo e nessun problema.
> Davvero la protesta in questione è una vicenda d'importanza ed incidenza così minimale da non meritare neppure un servizietto di 50 secondi, di quelli che comunemente vengono dedicati perfino al nuovo tatuaggio sfoggiato dal vip di turno?

> Les médias généraux gardent le silence là-dessus, jugeant (et laissant entendre) qu'en Sicile il ne se passe rien qui mérite l'attention, tout est calme et il n'y a pas de problème.
> La protestation aurait-elle une importance et incidence si minimes qu'elle ne mériterait pas même un service de 50 secondes, comme ceux qu'on réserve habituellement au dernier tatouage arboré par la célébrité du moment ?

Les secteurs en grève protestent contre le programme libéral du gouvernement, mais sont aussi unis par un sentiment d'impuissance de la “ caste politique ” dans sa totalité : pêcheurs qui se disent désormais dans l'impossibilité de soutenir les coûts de leurs entreprises à cause de l'impôt d'excise ; camionneurs qui n'arrivent plus à transporter les marchandises au faible tarif déterminé par l'ouverture de la concurrence du fait de l'augmentation du prix des carburants. Tout cela fait que la mobilisation a rencontré un fort scepticisme et l'accusation de ne représenter que d'étroits intérêts corporatistes.

Sur le blog Fuori Onda, David Incamicia reflète cette position, tendant à critiquer le mouvement pour tout mettre sur le dos de l'actuel gouvernement, qui a hérité en novembre dernier de Berlusconi un pays à l'économie brisée et à la réputation internationale en miettes :

> Le piazze in rivolta avevano certamente motivo d'essere fino a qualche settimana fa, quando l'irresponsabilità di “un sol uomo al comando” e la sua ostinata resistenza al potere hanno finito per rendere ancor più dura e di difficile risoluzione la pesante situazione sociale del Paese (…)
>
> Ma oggi, proprio per evitare il tracollo definitivo, occorre che tutti giochino nella stessa squadra (…) Gli egoismi vanno rimossi senza se e senza ma. Così come l'ancora poderosa demagogia che arringa a destra e a manca.

> Les révoltés sur les places avaient certainement motif de l'être jusqu'à il y a quelques semaines, lorsque l'irresponsabilité d'un “ seul homme aux commandes ” et son obstination à se maintenir au pouvoir a fini par rendre encore plus dure et plus difficile à résoudre la situation sociale pesante du pays.
>
> Mais aujourd'hui, précisément pour éviter la dégringolade définitive, il faut que tous jouent dans la même équipe (...) Les égoïsmes doivent être remisés sans “ si ” et sans “ mais ”. Pareil pour l'encore lourde démagogie qui vient de droite et de gauche.

Tandis que ceux qui s'empressent de saisir l'occasion de s'en prendre à l'actuel gouvernement (comme le parti d'extrême-droite Ligue du Nord, maintenant dans l'opposition) semblent vouloir ignorer que le mouvement paysan (ou Mouvement des Fourches) est en fait né l'été dernier, et que les pêcheurs montent des grèves depuis 2008, il persiste une incapacité (ou absence de volonté ?) de définir la nature du mouvement, ce qui favorise la confusion et la politisation à des fins divergentes.

Pendant les grèves, les médias généraux ont mis l'accent sur les infiltrations mafieuses supposées et la mort d'un camionneur à Asti, tandis que sur Facebook les pages dédiées ou associées au mouvement proliféraient, avec la révélation, entre autres, d'un certain nombre de liens avec la mouvance néofasciste Forza Nuova, qui soutient les Fourches. Les mots-clics qui reviennent sur Twitter étaient #fermosicilia, #forzadurto e #forconi.

Le commentaire suivant de Veneti stufi sur ce qui se revendique comme la page Facebook officielle du mouvement représente bien cette confusion :

> Non capisco più nulla, pagine colme di rabbia e non di vera indignazione/protesta, ma quali sono i VERI FORCONI ? Il sito non è attivo, ognuno in rete dice tutto ed il contrario di tutto, USATE la rete e coinvolgete le persone, non date modo di strumentalizzarvi.

> Je ne comprends plus rien, je vois des pages pleines de rage et non de véritable indignation/protestation, mais qui sont les VÉRITABLES FOURCHES ? Le site n'est pas actif, chacun en ligne dit tout et son contraire, UTILISEZ la toile et impliquez les gens, ne donnez pas le moyen de vous instrumentaliser.

Néanmoins, il y a eu aux différents défilés organisés dans diverses villes de Sicile, dont Gela (sur la vidéo) et Palerme, des étudiants, des chômeurs et des jeunes de toutes obédiences politiques, comme le prouve ce communiqué de presse signé de la Studentato Autogestito Anomalia (Singularité autogestionnaire étudiante) et du Laboratorio Vittorio Arrigoni, deux des principaux centres sociaux de la ville :

> La protesta popolare che si sta diffondendo in Sicilia come tutte le proteste di questo tipo sono complesse, di massa e contradditorie, ma di sicuro parlano il linguaggio della lotta contro la globalizzazione, contro equitalia e lo strozzinaggio legalizzato che sta mettendo in miseria larghe fasce della societa' siciliana , contro la casta politica di destra e di sinistra (…)
> Noi, militanti di centri sociali e di spazi occupati della citta' di Palermo, sosterremo la lotta di "forconi" e autotrasportatori perchè frutto di una giusta battaglia e perchè ricca di positive e " incompatibili " energie; per questo, come sempre, saremo al fianco di chi lotta contro la crisi e questo intollerabile sistema.

La révolte populaire qui s'est répandue en Sicile, comme toutes les protestations de ce type est une mobilisation de masse complexe et contradictoire, mais elle parle à coup sûr le langage de la lutte contre la mondialisation, contre Equitalia (l'administration chargée de collecter les impôts) et son usure légalisée qui réduit à la misère de larges couches de la société sicilienne, contre la caste politique de droite et de gauche (...)
Nous, militants des centres sociaux et des espaces occupés de la ville de Palerme, soutiendrons la lutte des " fourches " et des camionneurs parce qu'elle est le fruit d'une bataille juste et est riche d'énergies positives et " incompatibles " ; pour cela, comme toujours, nous serons aux côtés de ceux qui luttent contre la crise et ce système intolérable.



Selon Marco Cedolin, la protestation mérite attention parce qu'elle tente de dépasser la fracture idéologique :

> Non so quanta " fortuna " avrà la protesta dei Forconi che sta paralizzando la Sicilia, così come non conosco le prospettive di una movimentazione che sembra manifestarsi (per la prima volta in Italia) realmente trasversale, abiurando i partiti e tentando di mettere nel cassetto le divisioni settarie fra " rossi e neri " che da sempre minano alla radice qualsiasi battaglia in questo disgraziato paese, conducendola ogni volta sul binario morto della diffidenza e dei distinguo.

J'ignore quelle sera la " fortune " du mouvement des Fourches qui a paralysé la Sicile, comme je ne suis pas sûr du futur d'une mobilisation qui semble (pour la première fois en Italie) se montrer vraiment transversale, rejetant les partis politiques et tentant de mettre sous le boisseau les divisions sectaires entre " rouges et noirs " qui ont toujours sapé à la racine toutes les luttes dans ce pays malheureux, les conduisant à chaque fois à la double impasse de la suspicion et du fractionnement.

L’échec de l’opinion publique à saisir la nature des protestations est aussi, et peut-être d’abord, celui des mass média à raconter l’histoire, un autre legs des années Berlusconi (l’Italie est 61ème du classement mondial de la liberté de presse de Reporters sans Frontières 2011-12, et les hommes politiques hésitent encore à s’y confronter. Pour Davide Grasso, qui écrit sur le blog Quiete o Tempesta, le mouvement des Fourches, c’était :

> l’ennesimo successo a metà del sistema italiano dell’informazione. Successo nel combattere le aspirazioni dei soggetti sociali che scelgono la strada della protesta ma fallimento (opposto e speculare) nel comprendere e riportare un rilevante fenomeno sociale.
>
> Un enième demi-succès du système d’information italien. Succès pour combattre les aspirations des sujets de la société qui ont choisi la voie de la contestation mais échec (en miroir) pour comprendre et rapporter un phénomène social majeur.

Enfin, Nicola Spinella écrit sur Agoravox :

> Il celebre motto “ divide et impera ” rivela ancora oggi, dopo due millenni, la propria immortalità : è bastato agitare davanti al popolo il fantasma della mafia infiltrata nelle fila degli autotrasportatori, assimilarli a sigle dell’estrema destra, per ridurre la protesta ad un fuoco di paglia. Difficile pronosticare uno scenario futuro per tutta un’Italia scossa dal salasso Monti e da un ventennio di malgoverno berlusconiano.
>
> La maxime fameuse “ diviser pour régner ” révèle encore aujourd’hui, après deux millénaires, son éternité : il suffit d’agiter devant les gens le fantôme de l’infiltration mafieuse dans les rangs des camionneurs, de les assimiler aux sigles de la droite extrême, pour réduire la protestation à un feu de paille. Difficile de pronostiquer un scénario futur pour toute une Italie ébranlée par la saignée Monti et vingt ans de mauvaise gestion berlusconienne.

Le dialogue entre le pouvoir et le mouvement semble au point mort, et une nouvelle série de manifestations était attendue lundi 6 février, avec des occupations dans un certain nombre de villes et agglomérations de Sicile. Quelques-unes ont fait l’objet de reportages, mais les occupations prévues de ports et raffineries semble reportées. De longues files d’attente aux stations d’essence à Messine ont été rapportées samedi 4 février, semble-t-il en prévision des grèves.

Grèce : un homme de 77 ans se suicide en public sur une place d'Athènes

Toute la Grèce est sous le choc depuis ce matin, après le suicide de Dimitris Christoulas, 77 ans, qui s'est tiré une balle dans la tête vers 9 heures, devant les passants, sur la Place Syntagma à Athènes, face au Parlement. Avant de se suicider, il aurait crié ne pas vouloir " laisser des dettes à ses enfants ".
Ecrit en anglais par Veroniki Krikoni, traduit par Claire Ulrich (04/04/2012).

Toute la Grèce est sous le choc depuis ce matin, après le suicide de Dimitris Christoulas, 77 ans, qui s'est tiré une balle dans la tête vers 9 heures, devant les passants, sur la Place Syntagma à Athènes, face au Parlement.

Dimitris Chrisoulas serait un pharmacien à la retraite qui aurait vendu sa pharmacie en 1994. Avant de se tuer, il aurait crié qu'il "ne voulait pas laisser des dettes à ses enfants ".

Un événement Facebook a été ouvert, pour un rassemblement sur la place Syntagma ce soir : " Tout le monde à Syntagma. Ne nous habituons pas à la mort ".

Le collaborateur de Global Voices en Grèce, Asteris Masouras, a rassemblé les photos, vidéos, et articles sur une page Storify.



Poster d'un événement Facebook prévu ce soir 4 avril sur la place Syntagma. " Ce n'était pas un suicide. C'était un meurtre. NE NOUS HABITUONS PAS A LA MORT. "

Grèce : un homme de 77 ans se suicide en public sur une place d'Athènes

En Grèce, Twitter a débordé toute la journée de commentaires et réactions à ce tragique suicide :

@YanniKouts : Suicide d'un homme de 77 ans ce matin sur la place Syntagma choque la #Greece. " C'est le seul moyen de partir dignement, je ne veux pas manger dans les poubelles ".

Arkoudos exprime ces souhaits au nom de ceux qui sont restés :

@arkoudos : Μακάρι να μη φύγεις. Μακάρι να μείνεις, να παλέψεις. Κι άλλο. Μακάρι.Μακάρι να μη ντρέπεσαι. Μακάρι να ντραπούμε, πρώτα, εμείς.

@arkoudos : J'aimerais que tu ne sois pas parti. J'aimerais que tu sois resté, pour te battre. Plus. J'aimerais. J'aimerais que tu n'aies pas eu honte. J'aimerais que nous soyons ceux qui aient eu honte.

Magica exprime deux opinions opposées sur cette honte :

@magicasland : ειναι ντροπή αυτο που κανει το κράτος στο λαό του. αλλά ειναι και ντροπή να αυτοκτονείς ενω επιβίωσε με πεισμα τόσος κοσμος επι κατοχής

@magicasland : C'est une honte ce que le pays fait à son propre peuple, mais c'est aussi une honte de se suicider, alors que tous ces gens ont obstinément survécu durant l'occupation nazie.

Le débat en ligne est devenu politique, au-delà de l'indéniable émotion soulevée par ce drame humain. Le journaliste Aris Chatzistefanou a tracé un parallèle avec le suicide de Mohamed Bouazizi en Tunisie :

@xstefanou : Η Ελλάδα έχει το δικό της Μπουαζίζι. Πρέπει να δείξει αν έχει και λαό ισάξιο της Τυνησίας και της Αιγύπτου η μόνο ψηφοφόρους ΠΑΣΟΚ -ΝΔ-ΛΑΟΣ.

@xstefanou : La Grèce a son propre Bouazizi. Cela doit prouver que son peuple est aussi valeureux que celui de Tunisie ou d'Egypte,et qu'il n'est pas composé uniquement d'électeurs du PASOK-ND-LAOS. [PASOK et ND sont les principaux partis des deux dernières décennies, le LAOS est un parti important de droite].

Elikas aimerait que justice soit rendue :

@Elikas : Κάποια στιγμή πρέπει να δικαστούν και οι ηθικοί αυτουργοί για όλες αυτές τις αυτοκτονίες. Που στην πραγματικότητα είναι δολοφονίες.

@Elikas : A un moment donné, les complices devront comparaître devant un tribunal pour tous ces suicides. [Ces suicides] sont en fait des meurtres.

Sara Firth critique le plan de sauvetage européen de la Grèce :

> @SaraFirth_RT : Les méthodes de l'Europes [sic] pour " sauver la Grèce " tuent maintenant littéralement les Grecs. Le suicide de syntagma ne devrait jamais avoir eu lieu #greece



Place Syntagma, Athènes, Grèce. Photo sur sur Flickr de YanniKouts (licence CC BY-NC-SA 2.0).

Athens News fait allusion à une lettre trouvée sur la victime, où il aurait comparé l'actuel gouvernement grec aux collaborateurs avec l'occupant durant la guerre :

> Le gouvernement Tsolakoglou a annihilé toute possibilité pour ma survie. Et puisque je ne peux pas trouver de justice, je n'ai pas d'autres façons de réagir, à part mettre un terme digne [à ma vie], avant de commencer à fouiller les poubelles pour chercher de la nourriture.

Georgios Tsolakoglou était un militaire grec, devenu le premier Premier ministre du gouvernement grec de collaboration, durant l'occupation de la Grèce par l'Axe en 1941 et 1942. La référence est naturellement vue comme une comparaison du gouvernement grec durant la guerre avec l'actuel gouvernement de Lucas Papademos.

PenelopeD10 se moque du maire de Athènes Giorgos Kaminis, qui avait décidé l'été dernier d'évacuer les protestataires et leurs tentes de la place Syntagma, parce que cela donnait une mauvaise image d'Athènes aux touristes. Elle tweete ironiquement :

@PenelopeD10 : Μη βγάλει κι άλλο φιρμάνι ο Καμίνης " απαγορεύονται οι αυτοκτονίες στο κέντρο γιατί βλάπτουν τον τουρισμό "...

@PenelopeD10 : J'espère que Kaminis ne va pas émettre une nouvelle directive "Suicides interdits dans le centre-ville [d'Athenes] parce qu'ils causent du tort au tourisme "...

Beaucoup critiquent aussi ceux qui tentent d'exploiter politiquement le suicide, et d'utiliser la mort d'un citoyen pour des motifs politiques ou leurs propres intérêts :

@dianalizia : Ils n'ont pas honte ! karatzaferis exploite le suicide de l'homme ce matin pour critiquer les politiciens corrompus et le système (dont il fait partie)

@mindstripper : Οι δημοσιογράφοι πανηγυρίζουν, οι πολιτικοί παπαγαλίζουν κι εμείς στις εκλογές θα κάψουμε γι άλλη μία φορά τη χώρα. Καλό ταξίδι στον άνθρωπο

@mindstripper : les journalistes triomphent, les politiciens pavoisent et nous "brûlerons " ce pays une fois de plus durant les élections nationales. Adieu à cet homme.

Au-delà des interprétations politiques et de l'exploitation de ce drame humain, Serk01 demande de réfléchir à l'existence humaine :

@serk01 : κανε ενα βήμα 'πισω' και σκέψου τι σημαίνει να αυτοκτονεί ενας ανθρωπος.

@serk01 : Prenez un peu de recul et réfléchissez à ce que cela signifie, quand un être humain se suicide.



Suisse : initiative populaire pour un revenu de base inconditionnel

Une initiative populaire fédérale “ Pour un revenu de base inconditionnel ” a été lancée officiellement en Suisse. L'idée, qui consiste ni plus ni moins à donner un revenu mensuel à tous les citoyens, sans conditions de ressources ni de travail, a beaucoup fait parler d'elle dans la blogosphère helvétique.
Ecrit en français par Stanislas Jourdan (05/05/2012).

En avril dernier, une initiative populaire fédérale “ Pour un revenu de base inconditionnel ” a été lancée officiellement en Suisse. L'idée, qui consiste ni plus ni moins à donner un revenu mensuel à tous les citoyens, sans conditions de ressource ni de travail, a beaucoup fait parler d'elle dans la blogosphère helvétique.

Une initiative populaire est un dispositif de démocratie directe qui permet aux citoyens suisses de demander des modifications législatives ou constitutionnelles. Si l'initiative rassemble plus de 100 000 signatures, l'Assemblée fédérale est alors tenue de l'étudier et peut déclencher une votation populaire si elle juge l'initiative recevable.

Sur son blog, Pascal Holenweg explique de quoi il est question :

> L'initiative populaire pour un revenu de base inconditionnel propose d'inscrire dans la constitution fédérale l'instauration d'une allocation universelle versée sans conditions devant permettre à l'ensemble de la population de mener une existence digne et de participer à la vie publique.
>
> La loi règlerait le financement et fixerait le montant de cette allocation (les initiants la situent à 2000-2500 francs par mois, soit, grosso modo, le montant maximum de l'aide sociale actuelle, mais n'inscrivent pas ce montant dans le texte de l'initiative). Le revenu de base est inconditionnel : il n'est subordonné à aucune contre-prestation. Il est universel (tout le monde le touche) et égalitaire (tout le monde touche le même montant). Il est individuel (il est versé aux individus, pas aux ménages).
>
> Il n'est pas un revenu de substitution à un revenu ou un salaire perdu. En revanche, il remplace tous les revenus de substitution (assurance chômage, retraite, allocations familiales, allocations d'étude, rentes invalidité) qui lui sont inférieurs. Comment le financer ? Par l'impôt direct sur le revenu et la fortune, par l'impôt indirect sur la consommation (la TVA), par un impôt sur les transactions financières, et surtout par le transfert des ressources consacrées au financement de l'AVS, de l'AI, de l'aide sociale et des autres revenus de substitution inférieurs au montant du revenu de base.

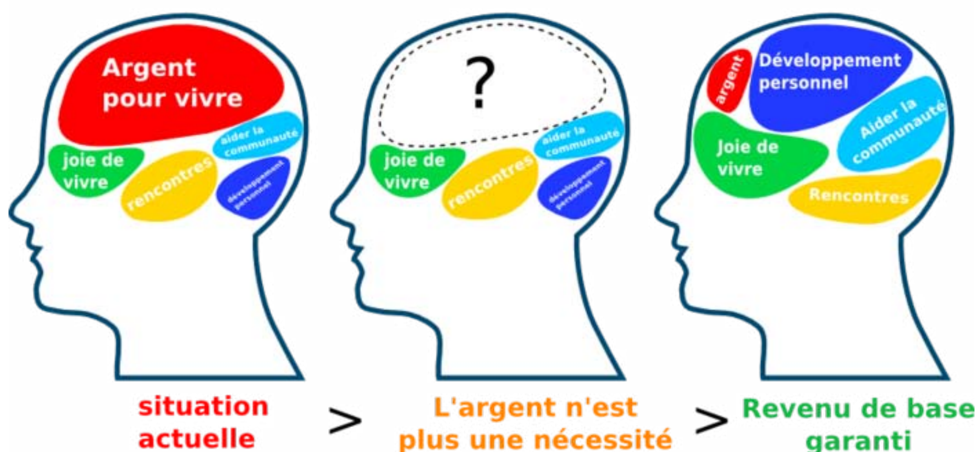


Francs suisse. Photo sur Flickr de Jim (licence CC BY-NC-SA 2.0).

Sur son blog, Fred Hubleur souligne :

> Le truc important, c'est que ce revenu est fixé pour toutes et tous sans qu'il n'y ait de contrepartie de travail ; oui, un revenu sans emploi. Cela peut choquer. Mais dans le fond c'est une idée parfaitement défendable. D'une part, on lutte ainsi contre la pauvreté et la précarité, plus besoins d'aides sociales en complément de revenus autres et des dizaines d'aides différentes et complexes à mettre en œuvre. Ce revenu inconditionnel est également un bon point pour l'innovation et la création. (...) On est aussi dans un nouveau paradigme qui peut effrayer les capitalistes acharnés : libérer l'Homme du travail et lui rendre son statut d'homo sapiens prévalant à celui d'homo travaillus qui a tellement cours dans notre société.

Martouf, lui, détaille les nombreux arguments en faveur du revenu de base, et reproduit ce dessin :



Motivation au travail, adapté par Martouf et publié avec sa permission.

Cette nouvelle vision du monde a notamment été explorée dans le film helvético-alémanique Le revenu de base, une impulsion culturelle, réalisé par Ennon Schmidt et Daniel Hani, qui fait partie des 8 citoyens suisses à l'origine de l'initiative.



Et vous, que ferez-vous avec un revenu de base ?

Sur le site du BIEN-Suisse, la branche suisse du réseau mondial pour le revenu de base, les internautes sont invités à répondre à la question :

> Voilà, ça y est, vous l'avez. Chaque mois vous recevez 2500 francs sans condition. Dites-nous en quoi votre vie a changé. Dites-nous ce que vous faites de votre temps. A quoi vous consacrez votre vie ?

Les réponses sont variées : Antoine créerait un restaurant, Gaetane une ferme. Renaud, lui se consacrerait à la musique :

> Mon premier projet serait de finir et de tenter de produire un instrument de musique que je suis en train de créer. Parallèlement à ça je proposerais des cours d'utilisation de mon instrument de musique préféré et peu connu dans la région

Pour herfou70, la priorité irait à sa famille :

> Je suis Père de famille (3 enfants, 6-11-14 ans) et suis le seul salairé de la famille. Disposer d'une revenu de base me permettrait de consacrer plus temps à mes enfants. Mon épouse pourrait également avoir une activité autre que celle qu'elle occupe dans le foyer, ce qui lui permettrait de plus s'épanouir.



poster de l'initiative pour un revenu de base inconditionnel.

Sur facebook, les partisans du revenu de base ont lancé un concours intitulé “ star à perpétuité ”. Les internautes sont invités à se prendre en photo en simulant un condamné à perpétuité.

Le revenu de base est pire qu'une fausse bonne idée

Mais l'idée ne séduit pas tout le monde. Selon le Conseiller national Jean Christophe Schwaab, les socialistes ne doivent pas défendre cette proposition, qu'il juge “ pire qu'une fausse bonne idée et serait une catastrophe pour les salariés ”. Il s'explique sur son blog :

> Les partisans du revenu de base prétendent que ce revenu doit « libérer de l'obligation de gagner sa vie » et entraînerait la disparition des emplois précaires ou mal payés, car, puisque le revenu de base garantit le minimum vital, plus personnes ne voudra de ces emplois. Or, c'est probablement le contraire qui se produirait. Comme ces faibles montants ne suffiront pas à atteindre le premier objectif de l'initiative, à savoir garantir des conditions de vie décentes, leurs bénéficiaires seront obligés de travailler quand même, malgré le revenu de base. La pression d'accepter n'importe quel emploi ne disparaîtra donc pas.

Il ajoute :

> Enfin, le revenu de base inconditionnel aurait pour grave défaut d'exclure définitivement bon nombre de travailleurs du marché du travail (dont on nierait alors le droit au travail) : ceux dont on ne jugerait pas la capacité de gain suffisante (p. ex. en raison d'un handicap, de maladie ou de faibles qualifications) n'auraient qu'à se contenter du revenu de base.

Son analyse est controversée, en témoigne la conversation sous son billet. Vu de France, Jeff Renault explique pourquoi la gauche “ bloque ” sur le revenu de base inconditionnel :

> La gauche de la fin du 19è et du 20è siècle s'est forgée autour de la valeur travail et la défense des travailleurs. Ce combat se retrouve dans la défense persistante du salariat et de son St. Graal, le CDI, alors même que ce “ statut ” ne concerne plus qu'une minorité de personnes.

Avec le lancement de l'initiative, Fred espère qu'un grand débat de société s'ouvrira en Suisse :

> Ce sera au moins la porte ouverte à un grand débat de société et l'occasion de réfléchir à ce que l'on veut et à quelle vie on aspire. Ce système d'allocation universelle (ou autres noms), ça fait un moment que je le suis, je me souviens qu'on en avait parlé dans des cours sur la précarité et le lien social il y a une dizaine d'années à l'université. Le principe est franchement séduisant et mérite qu'on s'y arrête.
> Quand on voit le monde que nous donne le système capitaliste et productiviste actuel, on peut bien se prendre à rêver d'autre chose, d'un monde laissant plus de chances à chacune et chacun.

Les partisans du revenu de base ont jusqu'au 11 octobre 2013 pour rassembler les signatures nécessaires.

Europe : une vieille rengaine sur l’immigration

L’élection présidentielle française a pris fin mais le fait que le président sortant, Nicolas Sarkozy a choisi de faire de l’immigration le thème central de sa campagne continue de faire parler sur la Toile. De nombreux internautes se demandaient si ce choix délibéré de faire un appel du pied à l’extrême droite de son électorat a aidé à rendre sa défaite moins cuisante ou au contraire a été l’une des causes de la défections de ses électeurs.
Écrit en français par Lova Rakotomalala (10/05/2012).

Les élections présidentielles françaises ont pris fin mais le fait que le président sortant, Nicolas Sarkozy a choisi de faire de l’immigration le thème central de sa campagne continue de faire parler sur la toile. De nombreux internautes se demandaient si ce choix délibéré de faire un appel du pied à l’extrême droite de son électorat a aidé à rendre sa défaite moins cuisante ou au contraire a été l’une des causes des défections de ses électeurs.

A en juger par la tendance politique actuelle en Europe, blâmer l’immigration comme étant la cause de la crise économique est un concept porteur qui a donné un poids non-négligeable aux partis d’extrême droite sur tout le continent.



Réfugiés Africains par Vito Manzari sur Flickr (licence CC BY 2.0).

Si cette rhétorique semble familière, c'est parce qu'elle revient de manière cyclique depuis des siècles sur le vieux continent avec chaque crise. Valérie sur son blog Crêpe Georgette retrace une chronologie de la perception de l'immigration en France de la première moitié du 19ème siècle à nos jours :

> S'il est une idée en vogue, c'est bien de penser que les anciennes vagues d'immigration (italiennes, polonaises, espagnoles, belges ...) se sont parfaitement intégrées au contraire des vagues, plus récentes, maghrébines et africaines.
> Les anciennes vagues d'immigrés étaient travailleuses, ne posaient aucun problème et les français les ont d'ailleurs parfaitement acceptées, entend-on souvent.
> Constatons donc que les propos actuels sur les immigrés les plus récents ne sont qu'une répétition d'idées reçues anciennes et qui se sont exercées à l'encontre de toutes les communautés migrantes (qu'elles viennent de province ou de pays étrangers).

Valérie fait le parallèle entre les accusations de non-intégration des immigrés italiens et espagnols et celle des immigrés d'aujourd'hui de l'europe de l'est et d'afrique :

> Toutes les populations d'immigrés – mais aussi les populations pauvres de manière générale – sont vues au cours des siècles comme sales, non intégrées, se vautrant dans la luxure et des coutumes exotiques. Ce qu'on entend à l'heure actuelle sur les quartiers « islamisés », « envahis » de femmes en burqa avec 10 enfants n'est que la répétition, comme vous le constatez, de propos tenus sur toutes les vagues d'immigration précédentes. L'italien lui aussi fait une cuisine infâme, trop d'enfants et se vêt d'oripeaux. Le polonais se ridiculise avec son catholicisme particulier et à se tenir debout pendant la messe alors que le bon français est assis.

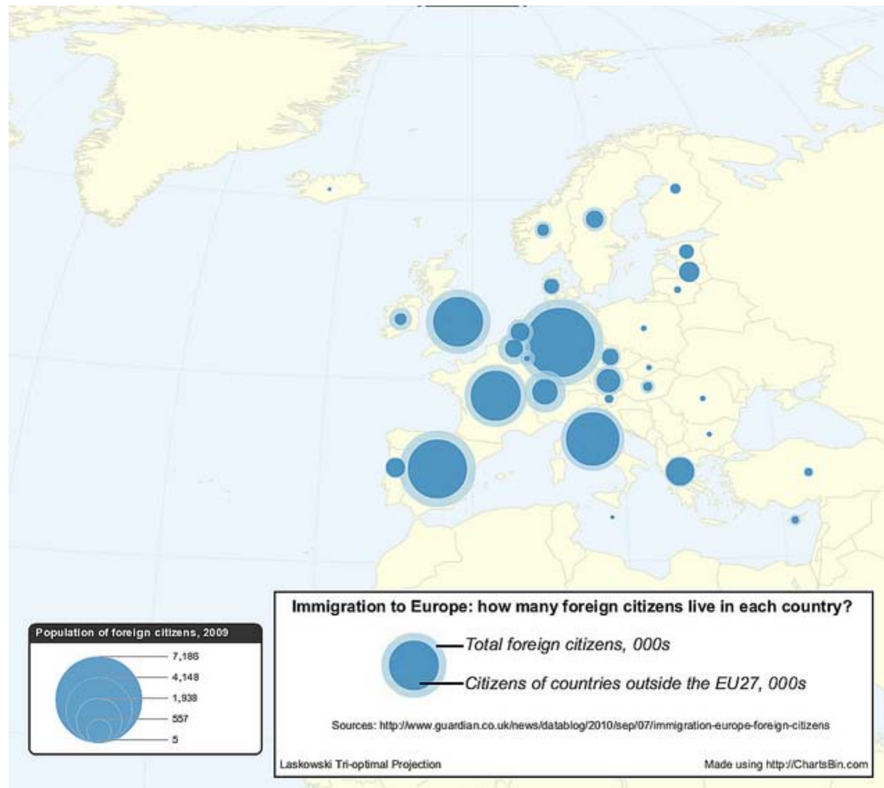
La crise n'est pas la seule raison

Pourtant, la crise ne suffirait pas à expliquer cette attirance vers les thèses anti-immigration. Dans un éditorial sur l'avenir du multiculturalisme en France, Julie Owono souligne que :

> The reason for the growing worry over the future of Europe is not simply related to the crisis. Contrary to what some politicians were quick to explain on the evening of the first round, it seems that the French who gave their vote to extremism do not suffer that much from the immigration scourge. French analysts have found that, while the latter represents a major concern for 62 per cent of National Front voters, areas where the party has received a significant number of votes do not have a particularly high immigration rate.

Il y a matière à s'inquiéter du futur de l' Europe et pas seulement à cause de la crise. Contrairement à ce qu'expliquaient quelques politiciens à la fin du 1er tour, ceux qui ont voté pour l' extrême droite ne sont pas particulièrement touché par la proximité des communautés d'immigrés. Des experts ont montré que, 62% des électeurs du Front National vivent dans des régions avec un taux d'immigrants en deçà de la moyenne.

Un phénomène européen



les étrangers en europe par Digital Dreams sur Flickr (licence CC BY).

La rengaine contre l'immigration n'est pas limitée à la France. En Grèce, le parti Néo-Nazi " Aube Doré " profite de la déroute économique du pays pour faire une percée lors des élections générales. En Grande-Bretagne, James réagit au fait que Cameron, Merkel et Sarkozy affirment que le multiculturalisme est un échec en Europe :

> She [ed's note : Merkel] wanted People from richer nations to embrace and train poorer region folk ! It hasn't worked, its cost us all billions and its getting more expensive year on year ! Would you rather have a farmer from romania working in britain, claiming to be poor and sending all the money home to build a mansion ! thats whats happening.
>
> Elle [Merkel] voulait que les pays riches accueillent et forment les gens des pays pauvres ! Cela n'a pas marché, ça nous a côuté des milliards et sans doute plus année après année ! Vous aimerez vous qu'un fermier de Roumanie travaille en Grande-Bretagne, se prétendant pauvre et envoyant tout son argent chez lui pour construire un château ! parce que c'est ce qui est entrain de se passer.

Valérie ne s'étonne plus de cette rengaine récurrente contre l'immigration. Elle propose quelques suggestions de lecture pour ouvrir le débat :

Pour combattre les craintes face aux immigrés maghrébins et africains, on gagnerait à lire les textes du 19eme et du début du 20eme pour comprendre comment se fondent ces peurs et comment l'on ne fait que répéter les mêmes idées ayant cours dans les siècles précédents. Conseils de lecture :

- Conseillé par Melle S. : A. SAYAD « L'immigration ou les paradoxes de l'altérité » (1. L'illusion du provisoire et 2. Les enfants illégitimes).
- Gérard Noiriel, « Le creuset français ».
- Laurent Dornel, « La France hostile. Histoire de la xénophobie en France au XIXe siècle ».

Allemagne : #Blockupy à Francfort contre l'austérité pan-européenne

Les manifestations Blockupy contre " la paupérisation générale et le déni des droits démocratiques à travers l'Eurozone dans le cadre d'une crise systémique mondiale " ont secoué le week-end dernier le centre névralgique de la finance européenne, Francfort. Les réseaux sociaux en ligne se sont remplis d'articles sur les mobilisations qui ont eu lieu au milieu d'une lourde présence et répression policières.
Ecrit en anglais par Sara Moreira, traduit par Suzanne Lehn (22/05/2012).

Les manifestations 'Blockupy' contre " la paupérisation générale et le déni des droits démocratiques à travers l "Eurozone dans le cadre d'une crise systémique mondiale " ont secoué le week-end dernier le centre névralgique de la finance européenne, Francfort.

Après les journées mondiales d'action des 12 et 15 mai 2012 (12M et 15M), les activistes de toute l'Europe étaient appelés à converger à Francfort pour une démonstration de solidarité internationale. L'objectif final était d'établir un barrage autour de la Banque Centrale Européenne (BCE) et d'autres institutions essentielles du capitalisme mondial. Mais le 4 mai, le Service municipal de l'Ordre public de Francfort annonça que toutes les actions prévues étaient déclarées hors-la-loi, sauf un rassemblement samedi 19 mai.

Malgré cela, des milliers d'activistes décidèrent de ne pas obtempérer à l'interdiction et d'affirmer le " droit constitutionnel " d'assemblée non armée, sans enregistrement ni autorisation préalable ".



Occupy Francfort devant la BCE. Photo partagée par Roarmag.org (libre de droits).

Tandis que les médias traditionnels passaient les événements pratiquement sous silence, les réseaux sociaux en ligne bruissaient d'articles sur les mobilisations qui ont eu lieu au milieu d'une lourde présence et répression policières.

Sur Twitter, quantité de vidéos et de photos ont été partagées sous le mot-clic #Blockupy. Internautes et collectifs de différents pays, comme Occupy Bruxelles et Belgique, ont transmis en direct les manifestations, marches et assemblées, tout comme le programme culturel et divers débats sur le travail, l'écologie, l'économie et autres sujets.

Manifester pour le droit de manifester

Blockupy a débuté le jour même où le Président français nouvellement élu François Hollande rencontrait la Chancelière Angela Merkel à Berlin, le 16 mai. Pendant ce temps à Francfort, la police exécutait l'ordre d'expulsion du campement de sept mois d'Occupy Frankfurt autour de l'emblème de l'Euro à proximité du siège de la BCE. Le blog Critical Legal Thinking ('Pensée juridique critique'), qui a couvert de façon extensive les quatre journées de manifestations, a décrit la ville comme étant " effectivement en état [non déclaré] d'exception ".



La police intercepte trois bus de Berlin en route pour #Frankfurt. Photo @Blockupy sur Twitter.

Le 17 mai, un jour férié, alors que les médias traditionnels braquaient les projecteurs sur le Ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble, à qui était remis le Prix Charlemagne pour son rôle majeur dans la définition des politiques d'austérité imposées pour la plupart aux pays européens périphériques, des bus remplis d'activistes de différentes villes convergeant vers la manifestation anti-austérité du centre de Francfort étaient empêchés de pénétrer dans la ville et obligés sous escorte de la police à faire demi-tour.

Malgré les tentatives d'intimidation, environ 2.000 activistes ont réussi, au moins pour quelques heures, à occuper l'historique place Roemerberg où se trouve l'Hôtel de Ville, emblème de la naissance de la démocratie en Allemagne.



Les manifestants de Blockupy protestent contre le système bancaire et financier. Photo Patrick Gerhard Stoesser, copyright Demotix (17/05/2012).

La place n'a pas tardé à être encerclée par la police anti-émeute :



Les manifestants s'assoient par-terre et se tiennent par les bras en opposition à la présence policière. Photo Patrick Gerhard Soesser, copyright Demotix (17/05/2012).

Pour finir, la police anti-émeute a brutalement dégagé la place, comme l'ont illustré plusieurs photo-reporters [en allemand] :



Un manifestant est immobilisé par la police. Photo Patrick Gerhard Stoesser, copyright Demotix (17/05/2012).

L'interpellation d'au moins 400 manifestants de plusieurs nationalités a déclenché des manifestations de solidarité dans différentes villes d'Europe :



Devant l'ambassade d'Allemagne à Rome, manifestation contre la répression et les arrestations à Francfort lors des manifestations anti-crise. Pancartes contre l'axe Rome-Berlin, la BCE et Angela Merkel. Photo Simona Granati, copyright Demotix (17/05/2012).

Un vidéo-reportage de l'utilisateur finlandais de YouTube sydansalama1, avec sous-titres en anglais, résume les événements de la journée :



Le personnel des banques avait eu instruction des employeurs de prendre congé ou de travailler à la maison pour éviter d'avoir à se rendre dans la ville le vendredi 18 mai, jour annoncé du blocus du quartier de la finance. Cependant, comme l'écrivait la veille au soir Jerome Ross de Roar Magazine, “ Francfort [est] bouclé avec le déploiement de plus de 5.000 policiers en une opération sans précédent pour maintenir les contestataires hors de la ville et loin des banques ” :

> alors que les activistes ici s'apprêtent à barrer physiquement le siège de la Banque Centrale Européenne, la police semble avoir déjà avoir fait le travail à leur place.



“ Je bloque ! Toi aussi ? ” Photo ateneinrivolta sur Flickr (licence CC BY-ND 2.0).

Ce jour, les médias traditionnels internationaux ont rapporté que Goldman Sachs avait été engagé par le gouvernement espagnol pour fixer la valeur du conglomérat Bankia, nationalisé début mai, en compagnie des rumeurs de référendum en Grèce sur le maintien dans l'Eurozone. A Francfort, tandis que les banderoles proclamaient le soutien aux pays d'Europe du sud (comme “ Nous sommes tous Grecs ”), la ville restait “ affectée par une présence policière massive, les contrôles d'identité et les barrages routiers ”.

Lorsqu'arriva enfin le jour de manifestation autorisée le 19 mai, dans les 20.000 manifestants (selon la police, ou plus de 25.000 selon les organisateurs) ont rallié le centre de la ville.



Manifestation de Blockupy à Francfort. Sur la grande banderole tenue par les manifestations on peut lire : ‘Résistance internationale à l'austérité imposée par la troïka et les gouvernements.’. Photo Michele Lapini, copyright Demotix (19/05/2012).



Blockupy Francfort : plus de 20.000 personnes contre les politiques de la crise financière. Participation internationale à la manifestation. Photo Patrick Gerhard Stoesser, copyright Demotix (19/05/2012).



Manifestation de Blockupy (19 mai 2012). Photo strassenstriche.net sur Flickr (CC BY-NC 2.0).

John Halloway, qui écrit pour le Guardian, a décrit Blockupy comme “ une lueur d’espoir dans les temps d’austérité ”, et a défendu que cela donnerait un élan aux “ explosions de colère créative qui allaient suivre ”. L’analyste de politique internationale Vinay Gupta, conclut :

> Ces gens dans les rues qui s’insurgent, les classes protestataires, luttent non pas pour le changement politique interne dans leurs pays, mais (qu’ils le sachent ou non) pour un réaménagement de l’équilibre politique d’un continent tout entier.

Restez dans la boucle, et participez !

Pour des informations et dernières nouvelles sur l'Europe en crise, reportez-vous à notre dossier spécial, suivez-nous sur Twitter @GVEuropeCrisis et / ou souscrivez à notre fil RSS.

Pour faire des commentaires, suggestions et pour trouver d'autres ressources, visitez notre page spéciale sur le site de Global Voices Books.

Merci de partager cet e-book avec ceux et celles qui peuvent être intéressés et d'en faire la promotion dans vos cercles et réseaux.

Pour rejoindre le réseau de Global Voices, pour collaborer à Global Voices en français en tant que traducteur et/ou pour obtenir plus d'informations, visitez notre site et n'hésitez pas à nous contacter.



GlobalVoices BOOKS

Sharing citizen media for the future

Index des mots-clés



GlobalVoices BOOKS

Sharing citizen media for the future

Notre sous-titre résume bien notre objectif : Partager les articles des médias citoyens pour le futur. Ce projet à long terme, collaboratif et ouvert, souhaite devenir une collection unique rassemblant les contenus parus sur les médias sociaux et citoyens, tout en invitant des Netcitoyens qui seraient intéressés à contribuer à un site innovant et multilingue s'ils le souhaitent.

Pour commencer,nous produirons des e-books tirés des très importantes archives de Global Voices, un trésor historique et culturel important, dans qui est l'esprit de notre mission : faire entendre des voix qui ne sont habituellement pas entendues dans les médias traditionnels qui traitent de l'actualité internationale. Ces publications électroniques seront libres de droits DRM, téléchargeables et / ou diffusées sous forme numérique, dans des formats adaptés à différents terminaux (PC, téléphones mobiles, tablettes, Kindle, liseuses, applications, etc.) et publiées sous licence Creative Commons.

A plus long terme, nous avons l'intention d'augmenter le nombre de nos publications pour impliquer directement la communauté Global Voices au sens large et tous ceux qui dans le monde souhaitent contribuer à une initiative indépendante.

Si vous êtes intéressé, vous pouvez vous abonner à notre lettre d'information ou vous pouvez vous informer plus avant sur le projet.

Pour toute question, commentaire ou suggestion, n'hésitez pas à nous contacter. Merci beaucoup !

